

Roger PETIT, Les aides et subsides dans le Luxembourg de 1360 à 1565. Contribution à l'étude du développement de la fiscalité dans une principauté territoriale, édité par Jean-Pol Weber, Bruxelles : Commission royale d'Histoire, 2013, 4 vol., 1719 p. ; ISBN 978-2-87044-006-3 ; 135 €.

En 1901, alors que la Commission royale d'Histoire [de Belgique] a inscrit à son programme la publication des anciens dénombrements de feux du pays, Jules Vannérus, originaire de Diekirch et alors conservateur adjoint des Archives de l'État à Anvers, propose la publication des documents relatifs au duché de Luxembourg, en établissant un premier relevé pour les années 1469 à 1794, envisage d'y glaner des données relatives à toutes les localités en vue d'« un véritable dictionnaire de la géographie historique du Luxembourg » et suggère l'édition *in extenso* de six dénombrements « choisis parmi les plus anciens et les plus intéressants ». Quelques années plus tard, l'abbé Jacques Grob, curé de Bivingen-Berchem, est chargé par la Commission de la publication des dénombrements des duché de Luxembourg et comté de Chiny. Lorsqu'éclate le premier conflit mondial, un premier volume couvrant les années 1306 (livre terrier comtal) à 1537 est partiellement imprimé. Après le décès de l'érudit, Jules Vannérus procède à la correction des épreuves de la table et convainc la Commission que s'impose une révision sérieuse de tout l'ouvrage. Celle-ci lui est confiée et, sous la double signature, le tome I^{er} des *Dénombrements des feux des duché de Luxembourg et comté de Chiny* sort de presse à Bruxelles en 1921. Vingt ans plus tard, Jules Vannérus enrichit le *corpus* en éditant la liste des habitants de la ville d'Arlon, de Chiny et de ses dépendances, de la prévôté de Virton ainsi que des comtés de La Roche-en-Ardenne et de Salm en 1472, et en livrant la répartition des habitants par quartiers dans la capitale à la fin de l'année 1482 (ou au commencement de l'année suivante).

Telle est la situation concernant le pays de Luxembourg-Chiny lorsque Roger Petit, archiviste de l'État à Arlon, décide de consacrer sa dissertation doctorale, sous la direction du Professeur Léopold Genicot, aux aides et subsides dans le Luxembourg aux XIV^e–XVI^e siècles. D'autres territoires, comme le Brabant, la Flandre, le Limbourg ou le Tournaisis, ont alors fait ou font l'objet de semblables recherches ; l'attention se portait pareillement sur les subsides ecclésiastiques et Maurice-Aurélien Arnould consacrait aux relevés de feux un fascicule de la *Typologie des sources du Moyen Âge occidental*. Après quelque deux décennies de recherches dans seize dépôts d'archives ou bibliothèques en Belgique et au Luxembourg, mais aussi en Allemagne, en Autriche et en France, Roger Petit, alors chef de travaux aux Archives de l'État à Arlon et professeur au Centre universitaire de Luxembourg, soutient sa dissertation doctorale à Louvain-la-Neuve en juin 1982. Sous le titre

Genèse de l'État moderne et croissance de l'impôt public dans le Luxembourg. XIV^e–XVI^e siècles, une version abrégée de la thèse est présentée en 1986 pour le Prix Félix Rousseau décerné par le Crédit communal de Belgique. L'ouvrage est couronné et la publication en est envisagée. De lourdes charges professionnelles, puis une santé déficiente empêchent le lauréat de finaliser le manuscrit. Divers colloques et volumes de circonstances lui permettent toutefois de faire connaître certains aspects de ce vaste dossier (voir la bibliographie de l'ouvrage). Après le décès de l'auteur en 1998, la Commission royale d'Histoire charge Jean-Pol Weber de récupérer et d'encoder les textes disponibles, d'y intégrer les ajouts et repentirs de l'auteur, et certains compléments bibliographiques (globalement jusqu'en 1994).

À l'entame du travail, Roger Petit définit son propos « d'étudier comment s'est introduit et progressivement institutionnalisé dans une principauté un système d'imposition générale, permanente, indispensable à un État moderne ». Et de noter que « mesurer l'autorité effective d'un Prince dans un territoire où il ambitionne d'exercer la souveraineté revient fondamentalement à vérifier sa capacité d'étendre ses interventions comme 'justicier suprême' et de prélever, par-dessus les redevances domaniales et coutumières, des taxes motivées par la nécessité commune ». L'enquête débute au milieu du XIV^e siècle, plus précisément en 1360, moment où le déséquilibre des recettes et des dépenses contraint les gouvernants à rechercher de nouvelles sources de financement. Elle est menée jusqu'en 1565, alors que « s'achève l'intégration des grandes seigneuries au ressort fiscal et que les groupes privilégiés sont associés régulièrement aux opérations de dénombrement, à la confection de l'assiette et à la gestion des aides » (p. 5). L'aide sexennale de 1565 intègre pour la première fois les subsides ecclésiastiques aux contributions de la population laïque.

En l'absence d'un fonds organique des états de Luxembourg avant la fin du XVI^e siècle, force est de prospector dans les archives du pouvoir princier au niveau central et régional, dans celles des collectivités locales et des seigneuries particulières, ainsi que dans celles de puissances étrangères (Trèves, Bar, Lorraine, France) en rapport avec le duché. Aux ressources des chartriers et cartulaires s'ajoutent des documents comptables à partir de la décennie 1374–1383 et de manière discontinue au début du XV^e siècle. Avec la mise en place de l'administration bourguignonne, l'éventail des sources s'élargit notablement.

Le travail s'articule en trois périodes chronologiques correspondant à la fois à des spécificités documentaires et à des critères internes.

Sous les derniers princes de la Maison de Luxembourg ou les seigneurs engagistes (p. 53–191), les expériences fiscales s'effectuent encore selon des techniques très médiévales où prédomine le principe de répartition. Au milieu du XIV^e siècle, le pays atteint son développement maximum mais reste très imparfaitement pénétré par les agents du pouvoir. L'érection du Luxembourg en duché constitue un gage pour l'avenir de la principauté. Le coût des accroissements territoriaux effectués par Jean l'Aveugle contribue significativement au déficit financier. De nombreuses concessions de fiefs-rentes rognent pareillement le capital accumulé en terres et en revenus. Le souci est d'élargir la zone d'influence du prince-suzerain, de s'assurer des appuis et des fidélités et de rétribuer des services. À ceci s'ajoutent les dépenses de l'hôtel, les voyages et messageries, les dépenses de gouvernement

liées notamment à la complexification des tâches administratives et à la dualité linguistique du pays, l'extension et la modernisation du réseau défensif et bien sûr les débours inhérents à l'élection de Charles IV comme roi des Romains.

Face à l'impossibilité de vivre exclusivement « du sien », le pouvoir est contraint de recourir à des voies nouvelles et d'user plus systématiquement de moyens jusqu'alors exceptionnels. La première tentative d'une « aide générale », étape décisive dans le développement d'une fiscalité publique, date de 1360, moment de généralisation des *Bedeverträge* dans l'Empire et de l'élaboration du « droit à l'impôt » en France et en Angleterre. Alors que l'aide imposée aux financiers lombards constitue une innovation, celle « des voitures » s'appuie sur des précédents coutumiers et les dispositions de certains privilèges. La « taille des francs hommes » (1374), appliquée à un groupe social « aux marges de la noblesse » et bénéficiant d'exonération fiscale du fait du soutien militaire apporté au prince, n'a pas d'équivalent connu à l'époque et interpelle par sa mise en œuvre dans la majorité des prévôtés. La volonté du souverain est de faire contribuer l'ensemble des vassaux et des hommes d'armes à la défense du pays, comme alternative à l'obligation du service militaire. Du fait de l'autonomie des grands fiefs et des seigneuries ecclésiastiques, on ne peut alors mener de vastes enquêtes à l'échelle du pays. Il n'en demeure pas moins que le ressort fiscal n'a jamais été aussi étendu. Des chevauchements d'exercices et l'usage répandu du paiement par « décharge » gênent l'appréciation du résultat des « prières ». L'élargissement de l'éventail des impositions princières remet forcément en question les immunités du clergé, d'autant plus que l'archidiocèse de Trèves évolue lui aussi vers une centralisation renforcée et que les charges sont encore alourdies par les décimes prélevées par la papauté. Sous le régime des « engagistes », inauguré en 1388, le fonctionnement régulier des organes de taxation et de perception est fréquemment perturbé. Dans la première moitié du XV^e siècle, le rapport des aides s'avère faible par rapport à celui des « prières » du règne de Wenceslas I^{er}.

La deuxième partie du volume de synthèse couvre les règnes de Philippe le Bon et Charles le Téméraire (p. 193–257). Les nouveaux maîtres installent aux postes-clés des hommes de confiance, souvent originaires des pays « patrimoniaux ». Les aides de 1446 et 1450 sont caractérisées par des impôts élevés frappant les « bonnes villes » et d'autres nettement plus légers appliqués dans les campagnes. Cette disparité résulte de possibilités différentes de prélèvement et de l'existence de systèmes spécifiques en milieu urbain et en milieu rural. Tant que n'est pas acquise la reconnaissance officielle du duc de Bourgogne comme « seigneur héritier » du pays, l'indispensable redressement financier ne peut être mis en œuvre. Cette reconnaissance par les états n'intervient qu'en décembre 1467, au tout début du règne de Charles le Téméraire. Son gouvernement est un temps d'importantes réformes institutionnelles. La recherche d'un rendement accru des domaines et de la fiscalité s'avère le souci dominant. La Chambre des Comptes de Bruxelles s'efforce de récupérer une partie des revenus et des offices engagés. Le redressement requiert aussi de poursuivre la réforme des cadres administratifs. L'instauration de l'affermage des offices de justice, qui prévaut de 1472 au décès du prince, procure au pouvoir des rentrées anticipées et assurées pour plusieurs années. Un recours plus fréquent aux « grasses chairs » vise à accroître le niveau des revenus.

La géographie des recettes domaniales est réorganisée. Deux innovations radicales marquent le principat. L'aide générale présente désormais le caractère d'une contribution accordée par les représentants du pays. S'y joint le caractère d'universalité de l'imposition, qui touche toute la population du territoire et non plus celle des seules prévôtés. À l'instar de ce qui s'observe dans d'autres composantes des Pays-Bas, les assemblées des états réunies pour le fait de l'aide deviennent courantes. La seconde innovation du règne, à dater de 1465, réside dans le concours financier des pays par l'intermédiaire des états généraux appelés à se prononcer sur des projets d'aides globales calculées à l'échelle des Pays-Bas. L'instauration d'un impôt de répartition amène les autorités à chiffrer au plus juste la masse des contribuables, d'où l'établissement des relevés nominatifs de 1472 et une statistique des localités fournissant une matrice d'une grande simplicité. Les populations soumises aux seigneurs hauts-justiciers sont désormais intégrées dans un système fiscal centralisé. Les levées fiscales s'opèrent régulièrement jusqu'en 1475, mais, au printemps de cette année, la limite des capacités contributives semble dépassée et Charles le Téméraire se voit refuser l'aide sollicitée pour le paiement des garnisons dans le duché.

L'examen de la troisième tranche chronologique, menant de la mort de Charles le Téméraire à l'aide de 1565 (p. 259–474), conduit à scruter les modalités de négociation des aides, à en préciser l'assiette et leur recouvrement et à aborder la question des subsides ecclésiastiques.

Aux assemblées des états, les prélats et les nobles constituent la première puissance et agissent de manière solidaire pour défendre leurs privilèges. Le groupe des villes (du domaine), quoique minoritaire, parvient à influencer le cours des négociations. Il n'en demeure pas moins que près des neuf dixièmes de la population, dispersés dans les campagnes et représentés par leur prévôt ou leur seigneur, n'ont pas voix à la discussion. Ils ont, par contre, la possibilité d'intervenir par des requêtes ou des actions en justice pour solliciter des corrections de l'assiette. Parmi les objectifs amenant le gouvernement à demander de plus en plus fréquemment le concours financier des états, on relève des préoccupations de défense du pays et le souci d'opérer le rachat des parties engagées du domaine. Le principe de quotité adopté dans le dernier quart du XV^e siècle instaure une base uniforme de l'impôt direct qui favorise les villes. Celles-ci ne contribuent en effet aux aides qu'à raison d'environ 10 %.

Les investigations de Roger Petit révèlent une fréquence des demandes d'aides beaucoup plus grande que ne le laissent supposer les travaux de Jacques Grob et de Jules Vannérus. Les députés luxembourgeois, invoquant le « particularisme » du pays, participent peu aux assemblées des états généraux. On dénombre cinq (peut-être huit) réponses positives aux convocations pour les vingt-six sessions tenues entre 1477 et 1535.

Les méthodes d'établissement de l'assiette et de recouvrement se perfectionnent au cours des années 1531 à 1560. L'impôt devient quasi permanent en 1561 ; il est alors voté pour quatre ans. Il le sera pour six ans en 1566. La conjonction des aides générales et des subsides ecclésiastiques (à partir de 1565) entraîne un notable accroissement du volume global de l'impôt.

La principauté a connu l'alternance du système de l'impôt de quotité, jouissant de la préférence du prince, et de l'impôt de répartition, privant le pouvoir des plus-values éventuelles et servant mieux les intérêts des groupes privilégiés. Tant le gouvernement que les états ont intérêt au renouvellement régulier du relevé des feux. Soucieux de connaître le plus exactement possible les capacités contributives du pays, les agents du prince s'emploient à perfectionner les méthodes et à généraliser les enquêtes. Face à la dualité des pouvoirs au niveau local – le prince et les seigneurs –, se pose le choix du mode d'inscription des contribuables. Au terme de la période investiguée prévaut un compromis : tous les habitants d'un village sont enrôlés sous le nom de la localité, mais on précise la juridiction dont ils relèvent.

Le mot « feu » et les autres termes désignant l'unité de base dans la confection de l'assiette (« conduit », « ménage », « *Feuerstatt* » ou « *Herd* ») ont suscité d'amples discussions. Au début du XX^e siècle, s'appuyant sur les déclarations des seigneurs en 1528, l'abbé Grob estimait que l'unité d'imposition reposait alors sur une base foncière ; « feu » serait synonyme de « charrue » (*Pflug*), dans le sens de quantité de terre labourée. Aux dires de Roger Petit, « l'erreur qui rend caduque la démonstration est d'avoir confondu une terminologie coutumière appliquée à l'économie domaniale et le vocabulaire de l'administration fiscale ». L'écart croissant entre feux « réels » et feux « fiscaux » résulte de la combinaison des deux éléments que doit associer la définition du feu : l'un, réel, la maison ; l'autre, personnel, le ménage. L'auteur explique que « les commissaires tentent de cerner les deux réalités matérielle et humaine » (p. 361–362) et propose la formule permettant dans toute localité de déterminer le nombre de feux contribuables (p. 372) :

$$F = M - (V^{1/2} + A + H + P)$$

F : feux imposables ou fiscaux

M : somme des feux réels

V : veuves

A : exempts de droit

H : herdiers communaux

P : pauvres

La taxation d'une entité une fois établie à l'échelon de l'administration, il appartient aux autorités locales d'en effectuer la répartition au sein de la population, selon la règle « le fort porte le faible ». La documentation correspondante a normalement disparu. Le rôle de cotisation dressé pour l'aide dans la capitale en 1541 constitue une exception notoire et révèle la part prépondérante de quelques secteurs aisés du centre de la ville et le faible niveau des rues périphériques et des faubourgs.

L'intégration territoriale qu'entraîne une fiscalité directe généralisée suscite longtemps des résistances au dénombrement, spécialement dans les seigneuries périphériques appartenant à des vassaux pratiquement indépendants, possessionnés dans des principautés voisines et prétendant à l'immédiateté dans l'Empire (Echternach, Saint-Hubert, Saint-Maximin de Trèves, Stavelot).

Dans une perspective strictement démographique, Roger Petit aboutit au constat que la seule connaissance des feux fiscaux ne permet pas de reconstituer les effectifs

globaux de la population¹. Les statistiques de feux réels, disponibles pour le milieu du XVI^e siècle, spécialement le dénombrement de 1561, géographiquement plus complet que celui de 1541, livrent toutefois d'intéressantes données quantifiées ou quantifiables sur la société luxembourgeoise. En 1561, la densité moyenne de la population est de 2,67 foyers au km². Si l'on adopte le coefficient théorique 5, la densité (villes et campagnes réunies) serait de 13,35 habitants. Le taux de population urbaine ne dépasse pas 12,85 %, ce qui n'est pas exceptionnellement bas pour l'époque. Malgré les guerres, la population globale n'aurait pas décliné mais accuserait une hausse significative de 21 % entre 1541 et 1561. L'explication résiderait dans l'absence au premier dénombrement de grandes seigneuries et de territoires engagés ou dans leur estimation à des montants dérisoires.

Les développements consacrés au recouvrement abordent le rôle des receveurs et en livrent une approche prosopographique. Leur affectation à la collecte des aides n'est forcément qu'une fonction complémentaire et intermittente, apparemment rémunératrice. Les titulaires se recrutent au sein des familles les plus influentes du pays, tels Gilles de Busleyden le jeune, son frère Valérien, Nicolas de Naves, Jacques de Laittres, Nicolas Le Gouverneur, Jean François et Herman Breisgin.

Les gouvernements de Maximilien de Habsbourg et de Philippe le Beau tentent de faire participer l'ensemble de l'état ecclésiastique aux impositions. Exception faite des exemptions autorisées, une imposition du clergé ne sera toutefois effective qu'en 1513 et alors intégrée dans l'aide générale votée par les états. À dater de l'aide sexennale de 1565, la décision d'imposer le clergé se conjugue avec la demande d'aide adressée au pays. Le mécanisme de l'assiette du clergé demeure cependant distinct de celui des dénombremens de feux.

Au terme de sa vaste enquête, Roger Petit conclut que « la fiscalité a constamment évolué en fonction de l'autorité réelle dont le prince disposait, de l'appui que ses officiers de finances et de justice pouvaient lui apporter, de la possibilité de dominer les 'contre-pouvoirs' à l'intérieur du pays et, dans le cas des subsides, de vaincre l'opposition de l'autorité diocésaine étrangère ». Le perfectionnement des techniques et les interventions du Conseil provincial accroissent notablement le rendement fiscal au cours des deux siècles étudiés. « Au-delà de 1570, l'évolution vers l'impôt de répartition, la continuité des échéances, la collaboration active des États à l'administration des recettes inaugurent une nouvelle période » (p. 482).

¹ Un autre indice, pareillement à l'interprétation délicate, peut être mis en œuvre : le denier des feux ou droit de bourgeoisie dans les localités soumises à cette redevance. Cf. M. DORBAN, La population d'Arlon. Évolution de son effectif de 1443 à 1785, in *Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg*, 108–109 (1977–1978), p. 3–58; J.-M. Yante, À propos de la population de quatre villes luxembourgeoises de 1444 à 1560. Luxembourg – Grevenmacher – Remich – Diekirch, in : *Populations, Connections, Droits fondamentaux. Mélanges pour Jean-Paul Lehnens / Bevölkerungen, Verbindungen, Grundrechte. Festschrift für Jean-Paul Lehnens*, éd. par N. FRANZ, Th. KOLNBERGER et P. PÉPORTÉ, Vienne 2015, p. 105–128. – Dans la capitale, les dénombremens livrent des chiffres nettement supérieurs à ceux calculables à partir du denier des feux connu par les comptabilités domaniales. L'explication résiderait-elle dans la taxation par feu dans le premier cas et dans l'imposition par maison, pouvant abriter plusieurs ménages, dans le second ? La question mériterait assurément un réexamen. Voir M. PAULY, *Luxemburg im späten Mittelalter*, t. I : *Verfassung und politische Führungsschicht der Stadt Luxemburg im 13.–15. Jahrhundert*, Luxembourg 1992, p. 44, note 21 (Publications de la Section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg, 107; Publications du CLUDEM, 3).

Un nombre impressionnant de tableaux, 72 au total, jalonne les développements du tome I. Celui-ci est pareillement enrichi de 11 cartes, 6 diagrammes, 9 figures et, en feuille volante, d'un tableau récapitulatif des « Périodes de perception des aides de 1482 à 1570 ». Une masse considérable de données chiffrées sert de justificatifs aux analyses et ouvre des perspectives d'investigations ultérieures par des chercheurs, notamment des historiens locaux ou régionaux.

Les tomes II et III constituent un substantiel complément au recueil publié en 1921 par Jacques Grob et Jules Vannérus et en prolongent d'un tiers de siècle la quête documentaire.

Le tome II (p. 483–917) livre l'édition de 209 documents s'échelonnant de 1332 à 1574, la plupart inédits ou connus par de simples registres. Y sont réunis des octrois ou confirmations de privilèges, des rapports et mémoires, des mandements et instructions, des requêtes, des correspondances administratives, des lettres patentes, de commission, de décharge, d'exemption ou de non-préjudice, des assiettes fiscales, des comptes ou fragments de comptes d'aides et de subsides, les comptes de la recette générale du duché pour les exercices 1378–1383, des reconnaissances de dettes, des acquits et quittances, des listes de membres des états, des convocations à leurs assemblées, des « départs » de celles-ci, des sentences du Conseil de Luxembourg... Force est de dire que l'établissement d'une liste en fin de volume eût singulièrement facilité la tâche des utilisateurs potentiels.

Sous la forme de quelque 630 tableaux (n° 73–701), le tome III fournit des données synthétiques relatives aux « Aides, dons, emprunts et subsides demandés au pays de Luxembourg (1482–1565) » (p. 919–963), au dénombrement des feux de 1541 (p. 965–1100), à celui de 1552–1553 (p. 1101–1161) et à celui de 1561 (p. 1163–1338). À propos de ce dernier, Roger Petit constate que « territorialement mais aussi par la qualité de ses investigations, [il] constitue une réussite gouvernementale, inégalée depuis le règne de Charles le Téméraire, dans la généralisation de l'impôt direct » (p. 383). Sous l'intitulé « Enquête sur les revenus du clergé dans le Luxembourg en vue d'établir l'assiette du subside ecclésiastique (1533–1534). Taxes imposées de 1534 à 1565 », la cinquième partie du volume (p. 1339–1490) livre, pour les subsides de 1532, 1546, 1552 et 1565, les contributions respectives des chapitres, établissements religieux et hospitaliers (situés dans le pays ou hors de celui-ci, mais y possédant des biens et revenus) ainsi que des cures et bénéfices du quartier allemand et du quartier roman du duché.

Sans l'index onomastique établi par Jean-Pol Weber et Claude de Moreau de Gerbehaye (t. iv, p. 1491–1719), une multitude d'informations relatives aux localités luxembourgeoises ou périphériques au duché et aux acteurs en présence (agents princiers, membres des états du pays ou des collectivités locales) seraient demeurées difficilement repérables et accessibles aux chercheurs.

La publication de la thèse de Roger Petit, trois décennies après sa soutenance à Louvain-la-Neuve, livre une pièce de choix pour l'étude du pays de Luxembourg-Chiny aux derniers siècles du Moyen Âge et à l'aube des Temps modernes. On regrettera cependant que, au terme de l'étude, l'auteur n'ait pas jugé opportun de mettre en exergue la spécificité du cas luxembourgeois par rapport à d'autres espaces déjà investigués, notamment du point de vue chronologique. L'ouvrage

pâtît forcément d'une bibliographie quelque peu datée, en dépit de compléments apportés par Roger Petit jusqu'aux environs de 1994. Le propos ne pouvait être d'énumérer ici, au risque d'être incomplet et sélectif, les thèses récentes, les actes de colloques, les apports de projets collectifs ou de contributions isolées susceptibles de compléter tel ou tel aspect, d'offrir des termes de comparaison ou d'enrichir les problématiques. Si le lot de toute publication scientifique est de vieillir plus ou moins rapidement, pareille production demeure toutefois un acquis indéniable et s'avère un point de passage obligé, éventuellement à actualiser pour l'un ou l'autre point. Quant à l'édition de textes, œuvre de longue haleine, elle rendra d'insignes services à des générations de chercheurs, luxembourgeois et étrangers.

Jean-Marie Yante (Louvain-la-Neuve)

Thiofridi Epternacensis Sermones duo in die natali bb. Willibrordi et Wilgisli / Thiofrid von Echternach, zwei Predigten am Geburtstag der glückseligen Willibrord und Wilgisli. Textkritisch herausgegeben, zum ersten Mal ins Deutsche übersetzt und kommentiert von Paul DRÄGER (Publikationen aus dem Stadtarchiv Trier, 3 / Echternacher Schriftquellen – Sources epternacennes, 3), Trier: Verlag für Geschichte und Kultur, 2018; 180 S., 4 Abb.; ISBN 978-3-945768-03-7; 24,90 €.

Thiofrid (Abt 1081–1110) gilt als der bedeutendste Schriftsteller unter den Echternacher Äbten. Er hinterließ zahlreiche hagiographische Schriften, namentlich den Reliquientraktat *Flores epytaphii sanctorum*, sein Hauptwerk, sowie eine im Anschluss an Alkuin verfasste Doppelvita Willibrords, die erste in Prosa, die andere in Versform. Die Handschriften, in welchen dieses *opus geminum* überliefert ist, enthalten außerdem zwei Predigten: einen *Sermo in natali sancti Willibrordi archiepiscopi* sowie, zur Erinnerung an Willibrords Vater Wilgisli, einen *Sermo in natali sancti Wilgisli abbatis*. Mit (*dies*) *natalis* ist im hagiographischen Sinn der Todestag, d.h. der Tag des Eintritts in das himmlische Leben gemeint. Unter *sermo* ist der erbauliche Vortrag vor der Mönchsgemeinschaft zu verstehen, der den Lebenslauf einer von Gott auserwählten Lichtgestalt schildert, wobei die biographischen Details in einem Feuerwerk an moralisierenden Bibel- und Kirchenväterzitate untergehen.

Von den *Sermones* gab es bislang nur die lateinische Ausgabe von Nicolas van Werveke (in: *Organ des Vereins für christliche Kunst im Apostolischen Vikariate Luxemburgs* 15, 1885, 73–107), die heutigen Ansprüchen nicht mehr gerecht wird. Aus diesem Grunde ist die vorliegende Neuedition sehr zu begrüßen.

Die beiden *Sermones* sind in zwei Handschriften überliefert: Gotha (Forschungs- und Landesbibliothek Memb. I 70) und Trier (Stadtbibliothek Hs 1378/103). Sie wurden in der ersten Hälfte des 12. Jh. von derselben Hand in Echternach geschrieben; Trier gilt als Abschrift von Gotha. Laut Titelangabe ist die vorliegende Publikation eine „textkritische“ Ausgabe der *Sermones*. Diesem Anspruch wird sie insofern nicht gerecht, als nur die Trierer Vorlage zugrunde gelegt wurde. Die Erklärung des Herausgebers kommt überraschend: Er habe aus „lokalpatriotischen“ Gründen gehandelt und aus „Bequemlichkeit“. Eine doch sehr bizarre Begründung

seitens eines ausgewiesenen Altphilologen! Vielleicht liegt die Erklärung aber darin, dass er im Auftrag eines Sponsors handelte, dessen vor zehn Jahren initiierte Publikationsreihe für ein breites Publikum bestimmt ist und auf wissenschaftliche Ansprüche verzichtet (s. die Rezensionen von Michel Pauly in: *Hémecht* 1/2008, 4/2009 und von Frank Wilhelm in: *Hémecht* 2/2017). Unseres Erachtens aber hätte Dräger besser daran getan, M.C. Ferraris Edition der *Flores epytaphii sanctorum* (Corpus Christianorum. Continuatio mediaevalis, CXXXIII, Turnhout 1996) zum Vorbild zu nehmen.

Die Edition besteht im Wesentlichen aus drei Teilen: dem Text mit der Übersetzung, einem umfangreichen Kommentar und – abschließend – einer Einführung (zu dem Verfasser, dessen Leben und Werk, den Handschriften sowie den Hauptquellen der *Sermones*).

Die Übersetzung ins Deutsche macht Thiofrids Predigten erstmals einem breiteren Publikum zugänglich. Sie war kein leichtes Unterfangen, galt es doch, Thiofrids endlose Schachtelsätze in ein verständliches Deutsch zu übertragen und dabei so nah wie möglich an der Wortfolge des lateinischen Textes zu bleiben. Eine Leistung, für die man Dräger insgesamt nur beglückwünschen kann, auch wenn man – wie könnte es anders sein? – auf einzelne strittige Passagen stößt. Dazu seien nur drei Beispiele gleich am Anfang des ersten *Sermo* gegeben. Dieser beginnt mit der feierlichen Anrede an die Mönche: *Universalis filii aecclesiae eiusdem matris vestrae ubera sugite ...* Dräger setzt ein Komma hinter *aecclesiae* und übersetzt: „Söhne der Gesamtkirche, zugleich eurer Mutter, an ihren Brüsten saugt ...“. Würde man da nicht eher *eiusdem matris vestrae* als Genitivus possessivus zu *ubera* betrachten und übersetzen: „Söhne der Gesamtkirche, (saug) an den Brüsten dieser eurer Mutter ...“? – Später (I, 4,5) heißt es über Willibrord: *et fugit patriam*. Dräger: „und (er) ist vor der Heimat geflohen“. Wohl doch eher: „aus der Heimat geflohen“. – Als Willibrord nach Rom zieht, wird seine Ankunft dem Papst durch einen Engelsboten vorausgesagt (I, 5, 2), und zwar *ante triduum*. Dräger übersetzt: „vor drei Tagen“. Kann es nicht auch heißen: „drei Tage vorher“?

Wie bereits hervorgehoben, ist Dräger stets bemüht, seine lateinische Vorlage Wort für Wort ins Deutsche zu übersetzen. Das gelingt ihm in den meisten Fällen hervorragend, kann aber auch gelegentlich zu syntaktischen Problemen führen, im Extremfall zu Satzgebilden, für deren Verständnis man froh ist, auf den lateinischen Originaltext ausweichen zu können. So endet beispielsweise die deutsche Fassung des *Sermo II* mit den Worten (man beachte auch den unzulässigen Einsatz von Gedankenstrichen): „und (wo) bis jetzt – von wie großem Wert und Würde bei Gott seine heilige Seele ist – durch ersichtlichste Anzeichen die durch natürliche Verwesung ausgesaugten und toten Gebeine zeigen“, als Übersetzung von: *et usque nunc, quanti apud Deum precii ac dignitatis eius sanctissima sit anima, evidentissimis indicii ossa ostendunt naturali corruptione exsucta et mortua*. Wäre es da nicht leserfreundlicher, den Hauptsatz dem Nebensatz voranzustellen: „und (wo) bis jetzt durch ersichtlichste Anzeichen die durch natürliche Verwesung ausgesaugten und toten Gebeine zeigen, von wie großem Wert und Würde bei Gott seine heilige Seele ist“?

Der weitaus größte Raum, nämlich der vier- bis fünffache, wird in dem Buch von den Kommentaren eingenommen. Der Hauptgrund dafür ist, dass diese nicht in Form von Fußnoten gesetzt, sondern der Textedition hintangestellt sind. In den

einzelnen Anmerkungen wird der zu erklärende Passus zweisprachig wiederholt, und zwar in umgekehrter Reihenfolge gegenüber der Edition, zuerst auf Deutsch, dann auf Latein. In beiden Fällen wird das Zitat kursiv gesetzt, sowohl das deutsche als auch das lateinische, in den anschließenden zweisprachigen Auszügen aus der Bibel oder Hieronymus dagegen nur der lateinische. Dieser doch verwirrende Gebrauch verschiedener Schriftsätze, gepaart mit der Notwendigkeit des ständigen Hin- und Herblätterns, macht die Lektüre nicht leicht.

Wie dem auch sei, Drägers Kommentare sind sehr ausführlich recherchiert (Google macht's möglich!) und enthalten entsprechend viele Informationen, vor allem in Bezug auf Thiofrids Quellen und Vorbilder. Wie zu erwarten, flossen dem gelehrten Echternacher Abt eine Unmenge an Bibelzitate in die Feder, daneben natürlich auch Stellen aus der antiken Literatur sowie aus seinen eigenen Willibrord-Viten. Schier erdrückend aber sind die Zitate aus den Hieronymusbriefen, die Thiofrid „geradezu ausgeplündert“ (Dräger) hat. In diesem Zusammenhang wäre es interessant zu erfahren, aus welcher Handschrift der vermutlich in Echternach aufgewachsene und ausgebildete Mönch seine Hieronymus-Kenntnisse denn schöpfen konnte. Ob er etwa im Verdacht steht, den Pariser Codex BNF lat. 9532 (Hieronymus, Epistolae, saec. IX., mit zahlreichen Glossen und Federproben aus dem IX. bis XI. Jahrhundert) benutzt zu haben?

Die Testimonien-Apparate zu den beiden Predigten bilden, wie gesagt, das Leibstück dieser Edition. Und gerade weil ihre Lektüre so aufschlussreich ist, mag man es bedauern, dass sie nicht leichter zu benutzen sind. Da könnte einem schon der Gedanke kommen, wie schön es doch wäre, wenn man nur Thiofrids lateinischen Text vor Augen hätte, umgeben von den üblichen kritischen Apparaten in Gestalt von Randbemerkungen und Fußnoten, entsprechend dem bereits in den kanonischen Handschriften des Mittelalters entworfenen Schriftspiegel, der später von den klassischen Quellenausgaben, etwa den *Monumenta Germaniae Historica*, oder den *Acta Sanctorum*, mit großem Erfolg übernommen wurde. Das Seitenformat wäre etwas größer, und zur Not würde man auf die deutsche Übersetzung verzichten.

Am Schluss sei noch auf eine Besonderheit dieser Publikation hingewiesen, nämlich die unerbittliche Strenge, mit der die Arbeiten der Vorgänger abgekanzelt werden. Da heißt es ohne weitere Begründung, W. Lampen sei „leserfeindlich wie immer“, N. van Werveke „voller Errata und falscher Satzabtrennungen“ sowie „fehlerübersät“, auch M.C. Ferraris vorzügliche *Flores*-Edition „fehlerübersät“ und „ohne deutsche Übersetzung“. Werveke, dem 1885 noch keine elektronische Suchmaschine zur Verfügung stand, wird außerdem eine „lückenhafte Kenntnis der antiken Literatur“ bescheinigt. Komplimente dieser Art reichen bis in das abschließende Literaturverzeichnis, in dem beispielsweise Niermeyers *Mediae Latinitatis Lexicon Minus* (!) vorgehalten wird, es sei „sehr lückenhaft“. Dieser aggressive Grundton, der die beachtliche Leistung Drägers keineswegs mindert, will nicht so recht ins Bild eines friedfertigen Thiofrid passen. Auch kann der Echternacher Willibrordus-Bauverein, als Sponsor der vorliegenden Publikation, nur von Glück reden, dass Dräger nicht auf die vorangegangenen Bände seiner „Echternacher Schriftquellen“ losgelassen wurde!

Doch jede Medaille hat zwei Seiten, und so kann man dieser Edition trotz aller Vorbehalte noch ein weiteres Verdienst zugutehalten: Sie eröffnet der Echternach-Forschung neue Perspektiven und regt zu künftigen Bibliotheksreisen an – nach Gotha und Paris.

Jean Schroeder

Jean-Marie MOEGLIN (dir.), Stéphane PÉQUIGNOT, Diplomatie et „relations internationales“ au Moyen Âge (IX^e–XV^e siècle) (Nouvelle Clio), Paris : Presses universitaires de France, 2017, 1106 p., ISBN 978-2-13-052787-9 ; 42 €.

Vor nunmehr fast 50 Jahren erschien Bernard Guenées Buch über die spätmittelalterlichen „Staaten“, das in Frankreich rasch zum Klassiker avancierte; durch den hier vorzustellenden Band, der in derselben Reihe erschienen ist, wird es nun ergänzt und in gewisser Hinsicht ersetzt. Seine Autoren – die als Professoren an der Sorbonne und der renommierten École pratique des Hautes Études (Paris) lehren – stehen als Schüler bzw. Enkelschüler in der Tradition von Guenée, der innerhalb der französischen Mediävistik wesentlich zur Erneuerung der lange vernachlässigten politikgeschichtlichen Forschung beigetragen hat. Zugleich repräsentieren sie jüngere Forschungsrichtungen, die sie selbst maßgeblich geprägt haben.

Thematisch ist der Gegenstand des Bandes enger gefasst als derjenige von Guenées zuletzt 1998 neu aufgelegtem Werk. Die Aufmerksamkeit gilt nicht allen Aspekten der mittelalterlichen Politikgeschichte gleichermaßen; vielmehr liegt der Fokus auf den grenzüberschreitenden Beziehungen, die im Spätmittelalter zunehmend als eigenständiger Politikbereich greifbar werden und wohl auch eine Eigendynamik entwickeln – ohne dass man deshalb ihre vormoderne Spezifik übersehen dürfte (S. 12). Der zeitliche Rahmen hingegen ist viel weiter gefasst als bei Guenée. Zwar wird die spätmittelalterliche Epoche sowohl aus sachlichen als auch aus überlieferungsgeschichtlichen Gründen besonders detailliert dargestellt. Doch nehmen die Verfasser in den einzelnen Kapiteln stets das gesamte Mittelalter seit der „langsam Auflösung des karolingischen Reiches“ (S. 12/16) ab dem 9. Jahrhundert und oft auch die vorausgehenden frühmittelalterlichen Jahrhunderte in den Blick. Der Band zeichnet insofern ein umfassendes Bild von der Entwicklung politischer Interaktion im lateineuropäischen Mittelalter und den angrenzenden islamischen, griechischen und paganen Räumen.

Entsprechend den Vorgaben der Reihe enthält der Band drei große Teile: eine umfassende Darstellung des heutigen Wissensstandes zu Diplomatie und mittelalterlichen Außenbeziehungen, eine knappere Vorstellung der einschlägigen Forschungsgeschichte sowie aktueller Forschungsansätze und Diskussionen und schließlich eine ca. 3.000 Einträge umfassende systematische Forschungsbibliographie, die sowohl Quellensammlungen als auch (analoge und digitale) Arbeitsinstrumente, Überblickswerke, Sammelbände und Spezialstudien aufführt. Erschlossen wird der Band durch einen Personenindex und ein detailliertes Inhaltsverzeichnis. Die Hauptkapitel sind jeweils von einem der beiden Autoren federführend verfasst worden, werden aber von beiden gemeinsam verantwortet (vgl. eine entsprechende Auflistung auf S. 12). Sie können ohne Probleme als Einzelstudien genutzt werden. Zuvor sollte aber auf jeden Fall die knappe „Introduction“ gelesen werden, in der

die Verfasser ihre Grundannahmen erläutern. Sie thematisieren die Anachronismus-Problematik – die Diplomatie des Mittelalters darf nicht ohne Weiteres mit den zwischenstaatlichen Beziehungen der Moderne gleichgesetzt werden –, unterstreichen den personalen Charakter aller mittelalterlichen Herrschaftsbeziehungen und benennen die oftmals konkurrierenden Normensysteme, die die politische Interaktion einhegen. Zugleich skizzieren sie mit der gebotenen Vorsicht ein historisches Modell, in das die Entwicklung der mittelalterlichen Diplomatie eingebettet ist: die Entstehung eines Systems dynastisch begründeter fürstlicher Herrschaften, die grenzüberschreitende Beziehungen zunehmend, aber keineswegs vollständig monopolisieren.

Das folgende erste Kapitel stellt die Entstehung dieses spätmittelalterlichen „ordre ‚dynastico-territorial‘“ dar (S. 15); die analytischen Grenzen des Modells werden dabei klar benannt. Das Kapitel gibt zugleich einen Überblick über die Entwicklung der mittelalterlichen Herrschaftsstrukturen seit dem 9. Jahrhundert und kann insofern als knapper Abriss der europäischen Politikgeschichte gelesen werden. Im zweiten Kapitel werden die infrastrukturellen, sprachlichen und kulturellen Grundlagen grenzüberschreitenden Austauschs skizziert: Es geht um Verkehrswege, sprachliche Verständigung im diplomatischen Verkehr, den Einfluss des zunehmenden Schriftgebrauchs und diplomatiegeschichtlich relevante Archivpraktiken. Das ausgesprochen materialreiche dritte Kapitel exploriert die zentrale Bedeutung der ‚amicitia‘ für die mittelalterlichen Außenbeziehungen und deren praktische Umsetzung durch Herrschertreffen und Ehebündnisse. Das sehr instruktive vierte Kapitel gibt einen Überblick über die Entwicklung des mittelalterlichen Gesandtschaftswesens, über die Auswahl des ‚diplomatischen‘ Personals und die langsame Institutionalisierung des Botschafteramtes; es beruht auf Péquignots einschlägigen Forschungen. Am Ende dieses Kapitels diskutieren die Verfasser die Spezifik des italienischen *Quattrocento*, das einer langen Forschungstradition zufolge den Ursprungsort der modernen Diplomatie bildet. Im letzten Kapitel des ersten Großteils erhält der Leser einen systematischen Überblick über den Abschluss von Verträgen, die als „but ultime“ der Diplomatie betrachtet werden, sowie über die Garantien der Vertragstreue und die unterschiedlichen Vertragstypen.

Der zweite Großteil legt das Augenmerk stärker auf aktuelle Forschungsdiskussionen und -ansätze, stellt aber keinen reinen Forschungsbericht dar. Den Abriss zur diplomatiegeschichtlichen Forschungsgeschichte im ersten Kapitel sollte jeder lesen, der auf diesem Feld arbeiten will; er leitet über zur Vorstellung aktueller Forschungsperspektiven. Die Verfasser plädieren hier dafür, der Komplexität mittelalterlicher „relations internationales“ analytisch Rechnung zu tragen (S. 618f.), und warnen vor den immer noch aktuellen Gefahren politischer Vereinnahmung (etwa seitens katalanischer und spanischer Historiker, S. 619). Das folgende Kapitel nimmt mit der Bedeutung von Informationsgewinnung (z. B. durch Spionage) und Informationsverarbeitung ein ausgesprochen aktuelles Forschungsthema in den Blick; die am Schluss aufgeworfene skeptische Frage, ob die Akteure die Informationsflut tatsächlich sinnvoll für ihre Entscheidungsfindung nutzen konnten (S. 666), möchte der Rezensent als Mitglied eines entscheidentheoretischen Sonderforschungsbereichs besonders hervorheben. Die beiden letzten Kapitel diskutieren die grundsätzliche Problematik mittelalterlicher

Verhandlungen – die dafür nötige Bereitschaft zum Verzicht auf Herrschaftsrechte ist der Ehre der beteiligten Fürsten abträglich – und die Existenz eines Völkerrechts *avant la lettre*.

Die vielfältigen Einsichten, die der Band für seine Leser bereithält, sind mit diesem knappen Resümee nicht einmal annähernd erfasst. Angesichts der stupenden Quellen- und Literaturkenntnis der Verfasser und ihrer auf eigenen intensiven Forschungen beruhenden Vertrautheit mit dem Gegenstand verbietet sich jede Kritik an diesem Werk, das neben der Betrachtung des lateineuropäischen Raumes auch Perspektiven auf das gesamte mittelalterliche Euromediterraneum eröffnet. Stattdessen sollen abschließend einige Gedanken zur künftigen Nutzung des Bandes vorgetragen werden. Zunächst einmal handelt es sich nicht um ein Lehrbuch im engeren Sinne; vielmehr wird man das Werk als Handbuch und Nachschlagewerk, vor allem aber als Ausgangsbasis für weitere Forschungen nutzen. Dass die Autoren auf den 750 Seiten des Darstellungsteils nicht alle Kontroversen ansprechen können, die das Thema des Bandes teils nur am Rande berühren, ist angesichts des Handbuchcharakters klar: So werden etwa die klassischen Positionen zum herrschaftsstabilisierenden Charakter des ottonischen Saalkönigtums benannt, nicht aber die in letzter Zeit vorgetragene Kritik daran (S. 21). Die von Susan Reynolds initiierte Kontroverse über das mittelalterliche Lehenswesen wird nur gestreift; dabei wird knapp begründet, warum vasallitische Bindungen auch weiterhin als wichtige Bestandteile hoch- und spätmittelalterlicher Diplomatie zu betrachten sind (S. 720).

Ebenfalls zu berücksichtigen sind die geographischen und zeitlichen Ungleichgewichte, die hier und da zutage treten. Diese sind zumeist durch die Forschungs- und Überlieferungslage begründet: Dass wir relativ wenig über die Boten und Gesandtschaften des französischen Königs wissen, liegt u. a. daran, dass die französische Rechnungsüberlieferung 1737 verbrannt ist und Forschungen zur Organisation des französischen Gesandtenwesens in weiten Teilen ein Desiderat darstellen – anders als etwa im Falle Burgunds oder des von Eva Pibiri untersuchten Savoyen. Zugleich schlagen auch die geographischen Forschungsschwerpunkte der Autoren in gewissem Umfang auf die jeweils von ihnen verfassten Kapitel durch: Während Moeglin neben Frankreich vor allem den atlantischen und baltischen Raum sowie das Reich in den Blick nimmt, hat sich Péquignot besonders mit der iberischen Halbinsel und Italien sowie deren Beziehungen zu den Mächten des westlichen Mittelmeerraumes befasst. Obwohl damit der größte Teil des Euromediterraneums abgedeckt ist, fallen doch z. B. die spätmittelalterlichen (Handels-)Verträge zwischen Byzanz und den italienischen Seerepubliken durchs Raster. Schließlich wird man gemeinsam mit den Verfassern darauf hinweisen müssen, dass die Ausführungen zum späteren Mittelalter auf einer viel breiteren Quellengrundlage beruhen als alles, was über die Zeit vor 1100 gesagt wird.

Ein praktischer Hinweis zum Schluss: Allein schon wegen der ausführlichen Bibliographie, die die internationale Forschung zum gesamten mittelalterlichen Europa erschließt, sollte der Band auch von Einrichtungen ohne frankophonen Schwerpunkt auf alle Fälle angeschafft werden.

Georg Jostkleigrewe (Münster, Westf.)

Valérie BESSEY et Werner PARAVICINI, Guerre des manifestes. Charles le Téméraire et ses ennemis, 1465–1475 (Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 52), Paris 2017, 348 p., ISBN 978-2-87754-358-3 ; 50 €.

Les thèmes de l'opinion publique, de la propagande et de l'information dans les Pays-Bas bourguignons de la deuxième moitié du XV^e siècle sont au cœur de la présente édition de sources de Valérie Bessey, docteur en histoire de l'Université Paris IV (2001), et de Werner Paravicini. Éminent spécialiste de la maison des ducs de Bourgogne, W. Paravicini a marqué comme peu d'autres les recherches sur les Pays-Bas bourguignons depuis le milieu des années 1970.

Les éditions et commentaires de textes permettent d'observer aux premières loges la nécessité tant juridico-politique que morale de Charles le Téméraire de justifier le recours aux armes par le biais de lettres à caractère « politique, expliquant un parti pris, une décision controversée [ou bien] une guerre commencée » (p. 7). La notion de « guerre des manifestes », forgée par W. Paravicini lui-même (« Krieg der Manifeste »)¹, est utilisée par les auteurs pour désigner l'envoi ciblé de lettres en exemplaires multiples (« Reihenbriefe », p. 8) aux détenteurs régionaux du pouvoir (princes, nobles, « bonnes villes » et communautés) en vue d'exposer les griefs contre l'ennemi commun. Les 17 manifestes qui forment ce corpus ont majoritairement été rassemblés par W. Paravicini au cours de ses recherches pour la publication de l'inventaire de la correspondance complète de Charles le Téméraire.² L'introduction (p. 8–97), également sortie de la plume de W. Paravicini, fournit une étude historique de ce corpus de sources. Chaque document est méticuleusement replacé dans son contexte de production : les Croÿ et la prise du pouvoir de Charles, comte de Charolais (1465), les hostilités de Louis XI contre le Téméraire (1470), la fuite du bâtard Baudouin de Bourgogne, de Jean de Chassa et Jean d'Aron (1470), la reconquête française de la Picardie (1471), la mort de Charles de France, duc de Guyenne, et la guerre contre Louis XI (1472), la succession en Gueldre (1473), la « Guerre de Neuss » (1474–1475) et la conquête de la Lorraine du duc René II (1475). La présentation de chaque dossier est parfaitement cohérente et, dans la mesure du possible, exhaustive.

L'édition des textes (p. 103–277) ainsi que la rédaction de l'introduction technique qui présente les principes d'édition (p. 99–101) sont le résultat du travail de V. Bessey. L'édition est soignée (description physique de chaque exemplaire, notices bibliographiques...) et le recensement scrupuleux des « différences majeures » dans les différents exemplaires qui sont conservés se traduit par plus de 3.000 notes de bas de page. Les textes sont enrichis de neuf reproductions en haute résolution (dont une en noir et blanc), d'une table des sources (p. 281–286), d'une ample bibliographie (p. 287–317), d'un glossaire réalisé à partir de définitions du *Dictionnaire du Moyen Français*³ et d'un index.

¹ PARAVICINI, Werner, *Einen neuen Staat verhindern : Frankreich und Burgund im 15. Jahrhundert*, in: Klaus OSCEMA et Rainer Christoph SCHWINGES (éds.), *Karl der Kühne von Burgund: Fürst zwischen europäischem Adel und der Eidgenossenschaft*, Zurich 2010, p. 23–40, ici p. 31.

² PARAVICINI, Werner (dir.), *Der Briefwechsel Karls des Kühnen (1433–1477). Inventar*, 2 vols., Francfort-sur-le-Main 1995.

³ ATLIF-CNRS et Université de Lorraine, *Dictionnaire du Moyen Français*, URL : <http://www.atilf.fr/dmf/> [consulté le 22 octobre 2018].

Concernant le duché de Luxembourg, les informations sont moins riches ; aucun manifeste adressé à des sujets luxembourgeois n'est conservé. En se référant à des indications cryptiques dans les comptes de la baumaîtrise, les éditeurs ont néanmoins prouvé qu'en mars 1465 un manifeste contre les Croÿ avait bel et bien été adressé aux autorités de la ville de Luxembourg (texte n° 1 ou n° 2, voir p. 109 et p. 143–144). Si ce lien avait déjà été découvert par François Lascombes en 1976,⁴ ce travail a néanmoins le mérite de rendre enfin perceptible le contexte de production plus large de cette lettre.

La *Guerre des manifestes* permet une relecture des entreprises militaires de Charles le Téméraire en présentant la capacité du comte de Charolais, puis duc de Bourgogne, de gérer habilement les informations dont il dispose à des fins de propagande. Cette publication contribue à la recherche relative à la culture et à la littérature politique du XVe siècle. Plus généralement, la présente édition de textes aide, grâce à une ample introduction historique, à une meilleure compréhension de l'histoire des Pays-Bas bourguignons sous le principat du Téméraire.

Gilles Genot

Festung Lëtzebuerg 1867–2017. 25 Joër Frënn vun der Festungsgeschicht Lëtzebuerg (Collection: Ons Festung). Koordination: Isabelle YEGLES-BECKER, Luxemburg: FFGL, 2017, 283 S.; ISBN 978-87978-201-0; 35 €.

Der vorliegende Band ist eine Festschrift in eigener Sache: Der Verein der Freunde der Festungsgeschichte der Stadt Luxemburg (Frënn vun der Festungsgeschicht Lëtzebuerg a.s.b.l.; www.ffgl.lu) feiert sein 25-jähriges Bestandsjubiläum. Gleichzeitig wird an die Entfestung der Garnisonsstadt vor 150 Jahren erinnert. 18 Autoren und Autorinnen sind mit 21 Beiträgen aus Sicht der Architektur- und Kunstgeschichte, Archäologie, Landschafts- und Städteplanung, Stadtgeschichte sowie Bauforschung und Bautechnik vertreten. Der Band ist reich bebildert. Zusätzlich geben 24 Schwarzweiß-Skizzen mit Detailansichten der erhaltenen Festungsbauten, angefertigt von einem Vereinsmitglied, André Haagen, dem Layout nicht nur eine individuelle Note, sondern beim Durchblättern auch einen eigenen optischen Rhythmus. Der klare Schwerpunkt der Artikel, abwechselnd abgefasst in Deutsch und Französisch, liegt auf der materiellen Geschichte (*material culture*) von Festung und Stadt. Thematisch ist das Buch (22 x 22 cm, Softcover) in drei Teile gegliedert.

(1) Der Anfang vom Ende der Festung wird am Beginn des Sammelbandes thematisiert. Zunächst mit einer (französischen) Begriffserklärung zur Frage „démolition ou démantèlement“: Wann, wo und warum werden Festungen geschleift, demoliert bzw. militärisch funktionslos gemacht? Das Ende der Festungsgarnison ist gleichzeitig der Auftakt zur Stadterweiterung und Urbanisierung ehemals militärischer Nutzflächen: ein neues Kapitel der Luxemburger Stadtbaugeschichte wurde aufgeschlagen. Hierfür werden im Sammelband historische Vorbilder und zeitgenössische Beispiele präsentiert und im Vergleich mit Projekten in Wien, Paris

⁴ LASCOMBES, François, Chronik der Stadt Luxemburg 1444–1684, Luxembourg 1976, p. 95.

und Mons Gemeinsamkeiten und Unterschiede ausgemacht. Mit Mons ist dabei eine mit Luxemburg vergleichbare Stadtgröße gewählt worden. Beiträge, die auf Berichten von französischen und preußischen Inspektoren zum Fortschritt der Abbrucharbeiten beruhen, lesen sich wie historische ‚Stadtrundgänge‘ einer Zerstörung und einer verloren gegangenen militärischen Bauwelt. Bastionen wurden ja kontrolliert gesprengt, um dann in Handarbeit abgetragen zu werden. (Von diesem Rhythmuswechsel zwischen Laut und Leise inspiriert, komponierte Johann Strauß in Wien 1863 die *Demolierer-Polka*). Ein Beitrag zum Londoner Vertrag von 1867 als politischer Grundlage der Entfestung und Kommentare zu Karikaturen der Zeit, die sich damals über das Schicksal Luxemburgs (‚Verkauf ans Frankreich Napoleons III. oder nicht‘) lustig machten, runden diesen ersten Teil ab.

(2) Dem zweiten Teil liegt der *raison d'être* des Vereins zugrunde: Bauforschung, Restaurieren, Rekonstruieren, Erhalten, Dokumentieren, Vermitteln – und Neues entdecken. So wird z. B. aufgezeigt, wie feste Plätze mit ‚Gegenfestungen‘ belagert wurden, so Luxemburg 1684 durch die Franzosen. Teile dieser ephemeren Erdwerke eines Belagerungsringes (Zirkumvallationslinie) wurden im Ban de Gasperich archäologisch ergraben und die Ergebnisse im Band präsentiert. Ein städtisches Bauvorhaben gab Anlass zu einer Rettungsgrabung im ehemaligen Weichbild der Stadt. Während diese unter einem Stadterweiterungsgebiet dauerhaft verschwinden, tritt (wie weitere Beiträge dieses Abschnittes zeigen) die alte Festung wieder in anderen Teilen an die Oberfläche und wird fester Bestandteil des Stadtbildes (z. B. Restaurierung des Fort Obergrünewald). Dass Teile der Festungsanlage als Wahrzeichen und stadtbildprägende Bauten (*landmark building*) von den Abbrucharbeiten ausgenommen werden sollten, war schon von der damaligen Staatsregierung ausgehandelt worden (Bsp. Fort Thüngen). Doch auch diese konservierten Teile wurden inzwischen mehrmals umgestaltet und ausgebaut. Der Band zeigt im Längsschnitt eindrücklich die Dynamiken dieser Entwicklung auf. Neu ist auch die Entdeckung, dass Abschnitte der unterirdischen Anlagen für ein NATO-Manöver adaptiert wurden. Für einen kurzen Moment im Kalten Krieg wurden die alten Tunnelanlagen nochmals militarisiert. Wie man sich einen virtuellen Eindruck vom damaligen Leben in der Festungsstadt machen kann, darauf weist der Artikel „Le projet digital 1867“ hin. Leider geht nicht wirklich daraus hervor, wo man Zugang zu dieser virtuellen Welt hat.

(3) Der dritte Teil ist ein Vereinsbulletin der letzten zehn Jahre. Darin sticht heraus, dass der Verein jetzt über ein eigenes Vereinslokal verfügt – ganz standesgemäß im restaurierten Reduit des Fort Rumigny, worin auch die vereinseigene Bibliothek und das Archiv (halböffentlich) eingerichtet wurden. Zu guter Letzt beweisen die Statistiken der geführten Touren und Besucherzahlen das anhaltende Interesse an Geschichte und Gegenwart der Festungsanlagen.

Fazit: Insgesamt reiht sich dieser Katalog in eine Reihe von Publikationen ein, die sich mit der Festung Luxemburg auseinandersetzen.¹ Den Vereinsmitgliedern und

¹ Siehe: REINERT, François / BRUNS, Änder (Hg.), *Genie und Festung. Luxemburger Festungspläne in der Staatsbibliothek zu Berlin* (Publications du Musée national d'histoire et d'art, 19 / Publications du Centre de documentation sur la forteresse de Luxembourg auprès du Musée d'histoire et d'art, 2), Luxemburg: MNHA, 2013; BRUNS, André, *Bundesfestung Luxemburg: 1815–1866* (Publications du Musée national d'histoire et d'art, 16 / Publications du Centre de documentation sur la forteresse de

Initiatoren ist zu dieser höchst informativen, teilweise neue Erkenntnisse präsentierenden und abwechslungsreichen Publikation zu gratulieren. Auch hinsichtlich der jahrelangen engagierten Arbeit im öffentlichen Interesse ist diese „Festschrift in eigener Sache“ also mehr als angemessen.

Thomas Kolnberger

Terres rouges. Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise, vol. 5, Collection dirigée par Charles BARTHEL / Josée KIRPS, Luxembourg: Archives nationales de Luxembourg, 2018; 332 p.; ISBN 978-2-919773-14-5; 40 €.

Mit der vorliegenden Darstellung liegt inzwischen der fünfte Band der Reihe „Terres rouges. Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise“ vor, die sich dadurch auszeichnet, seit 2009 in einiger Regelmäßigkeit wissenschaftliche Beiträge zur luxemburgischen Montanindustrie in deutscher und französischer Sprache zu präsentieren. Sie ist damit nicht nur an die luxemburgische Geschichtsschreibung, sondern ebenso an Forschungen in Deutschland und Frankreich anschlussfähig. Neben drei Forschungsbeiträgen umfasst der Band ein unveröffentlichtes Manuskript zur Geschichte des Arbed-Werks in Esch (*Histoire de l'usine d'Esch, 1911–1939*), welches 1949 von Marie Bastian, einer Mitarbeiterin des Arbed-Konzerns, verfasst worden war. Jene Quelle enthält detaillierte Angaben zu technischen Abläufen sowie zur Gesamtentwicklung des Werks über einen Zeitraum von fast 30 Jahren und bietet damit einen tiefen historischen Einblick in die Entwicklung eines Montanbetriebs im Zeitalter der Extreme.

Der Beitrag von Mohamed Hamdi zur luxemburgischen Schwerindustrie während des Ersten Weltkrieges basiert auf einer an der Universität Luxemburg eingereichten Bachelorarbeit, stützt sich auf Archivmaterial aus dem Luxemburger Nationalarchiv sowie dem ThyssenKrupp-Konzernarchiv in Duisburg und behandelt die Rückwirkungen des Ersten Weltkrieges auf die luxemburgische Schwerindustrie sowie deren Einbindung in die deutsche Kriegswirtschaft. Hierzu zeichnet Hamdi zunächst die Lage der luxemburgischen Schwerindustrie, ihre zahlreichen Verbindungslinien zur deutschen Eisen- und Stahlindustrie und die deutsche Industrietätigkeit in Luxemburg vor Ausbruch des Krieges nach. Diese engen Beziehungen waren zum Einen darauf zurückzuführen, dass das Großherzogtum bis zum Ersten Weltkrieg Teil des deutschen Zollvereins war, zum Anderen waren sie auf den Mangel des für die deutsche Eisen- und Stahlproduktion notwendigen Eisenerzes im Deutschen Reich zurückzuführen. Schon unmittelbar nach Kriegsausbruch bekam die luxemburgische Wirtschaft infolge der Inanspruchnahme der Eisenbahnen durch das deutsche Militär die Folgen der deutschen Kriegspolitik zu spüren. Ab 1916 verschärfte sich dann die deutschen Zwangsmaßnahmen gegenüber dem Großherzogtum. Zugleich waren luxemburgische Politiker und Industrielle wie Paul Eyschen oder Emil Mayrisch bei der Abwägung zwischen Neutralitätspolitik

Luxembourg auprès du Musée d'histoire et d'art, 1), Luxembourg: MNHA – Musée Dräi Eechelen, 2012; MHVL (Hg.), *Das Leben in der Bundesfestung Luxemburg (1815–1867)* (Katalogserie des Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, 1) Luxembourg: MHVL, [1993]; THEWES, Guy (Hg.), *Luxembourg – Forteresse d'Europe. Quatre siècles d'architecture militaire – Luxembourg – Festung Europas. Vier Jahrhunderte Militärarchitektur* (Catalogues du Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, 5), Luxembourg: MHVL, 1998. Siehe auch die anderen Hefte der „Collection: Ons Festung“ (seit 2011).

und wirtschaftlicher Stabilität zu Zugeständnissen gegenüber deutschen Forderungen bereit. Auch die Arbed konnte sich der Eingliederung in die Kriegswirtschaftsorganisation des Deutschen Reiches letztlich nicht entziehen, obschon die Unternehmensleitung einen Teil der Kriegsgüterproduktion nach Burbach in die Saarregion verlagerte und allgemein die öffentliche Debatte über die Rechtmäßigkeit der luxemburgischen Beteiligung an der deutschen Rüstungsproduktion während des Krieges immer weiter an Schwung gewann. Andere luxemburgische Werke, welche sich in deutscher Hand befanden, sahen sich noch weniger als die Arbed an eine Begrenzung ihrer Produktion auf Zivilgüter gebunden. Insgesamt kann Hamdi überzeugend herausarbeiten, dass die luxemburgischen Werke seit Kriegsbeginn an der Herstellung von Kriegsmaterial für das Deutsche Reich beteiligt waren.

Das Großherzogtum wurde nicht nur im Ersten Weltkrieg besetzt. Auch im Zweiten Weltkrieg geriet die luxemburgische Wirtschaft im Rahmen der NS-Aggressionspolitik unter deutsche Besatzung. Marc Schoentgen greift in seinem Beitrag einen Ausschnitt aus seiner Dissertation heraus, indem er am Beispiel der Arbed die Rolle des Werkschutzes untersucht, der nach der Besetzung an die Stelle der luxemburgischen Hüttenpolizei trat und sich ab 1942/43 zu einem nationalsozialistischen Herrschaftsinstrument entwickelte, das als Nachrichtendienst für die Deutsche Arbeitsfront und andere NS-Organisationen fungierte. Ähnlich zur Zechen- oder Hüttenpolizei des Ruhrgebiets hatten auch die schwerindustriellen Unternehmen in Luxemburg bereits vor 1914 private Sicherheits- und Wachdienste installiert, die neben der Kontrolle der Ein- und Ausgänge für die Überwachung der Arbeiter – insbesondere in Bezug auf Diebstähle – zuständig waren. Obschon sie grundsätzlich nur für das Werksgelände verantwortlich waren, assistierten Hüttenpolizisten bei Streiks oder Demonstrationen nicht selten den lokalen Polizeikräften. Ihre Überwachungs- und Repressionsfunktion schuf in Verbindung mit ihrer Nähe zur Staatsmacht und ihrer engen Relation zur Unternehmensleitung eine beachtliche Distanz zu den übrigen Arbeitern und Angestellten. Mit der Machtübernahme des Chefs der Zivilverwaltung wurden die privaten Hüttenwachdienste in einen Werkschutz umgestaltet, der fortan insbesondere für die Bewachung kriegswichtiger Industrieanlagen gegenüber Spionage und Sabotage zuständig war und eng in das nationalsozialistische Herrschaftsgefüge eingebunden wurde. Dabei wurden die Männer des Werkschutzes zunehmend zu Aufgaben mit politischem Hintergrund herangezogen. Zwar variierte auch beim Werkschutz die Nähe zur NS-Rassenideologie und somit zugleich das Spektrum der Handlungsmuster zwischen Kollaboration und Widerstand, aber eine ganze Reihe von Werkschutzleuten erwies sich Schoentgen zufolge als willfährige Handlanger des NS-Regimes, die sich eifrig an Gewalt- und Terrormaßnahmen gegen sowjetische Kriegsgefangene, Zwangsarbeiter und ungehorsame Luxemburger Arbeiter beteiligten. Dies hing auch damit zusammen, dass politisch zuverlässige Personen, aufstiegsorientierte Kollaborateure und Reichsdeutsche bei Neueinstellungen verstärkt berücksichtigt wurden. Als es im September 1942 zu zahlreichen spontanen Arbeitsniederlegungen kam, nahmen die Gewaltmaßnahmen des Werkschutzes deutlich zu. Die Nähe zu NS-Machthabern, Dienstfeier, eine gewisse Portion Skrupellosigkeit und die Bereitschaft, Gewalt anzuwenden, machte aus den Werkschutzleuten gefürchtete Männer, auch wenn es ihnen angesichts der dünnen Personaldecke niemals gelang,

eine flächendeckende Kontrolle durchzusetzen. Gleichwohl trugen sie wesentlich dazu bei, dass die Kriegsproduktion in Luxemburg bis zum letzten Besatzungstag aufrechterhalten wurde.

Der Artikel von Stéphanie Kovacs reicht zeitlich weiter zurück und analysiert detailliert die (Wieder-)Entdeckung des Minettevorkommens im Süden Luxemburgs in den 1840^{er} Jahren. Unter Anzweiflung geläufiger Mythen zur Entstehungsgeschichte der luxemburgischen Eisen- und Stahlindustrie kann sie aufzeigen, dass die Entdeckung der Minette durch den französischen Vermessungsingenieur Jean Renaudin 1842 keineswegs den einzigen Ausgangspunkt bildet, denn luxemburgische Hüttenleute wussten schon vorher – seit den 1820^{er} Jahren – um die Bedeutung und die Verwertungsmöglichkeiten des Minerals, auch wenn der Aufschwung der luxemburgischen Eisen- und Stahlindustrie erst 15 Jahre später einsetzte. Nach einer Stagnationsphase zwischen 1815 und 1825 stiegen die Produktion und der Export von Roheisen anschließend angesichts einer günstigen globalen Konjunktur wieder an. Als Luxemburg 1842 Teil des deutschen Zollvereins wurde, veränderte sich die Wirtschaftsstruktur zunächst nicht grundlegend. Erst die Errichtung eines luxemburgischen Eisenbahnnetzes ab 1859 in Verbindung mit der 1853 in Berlin getroffenen Entscheidung, die Steuern für den Import belgischer Eisenprodukte zu erhöhen, machte eine Ausbeutung der luxemburgischen Minettevorkommen profitabel.

Zusammenfassend weisen die drei Forschungsbeiträge überzeugend nach, dass bei Weitem noch nicht alle Aspekte der luxemburgischen Montangeschichte hinreichend beleuchtet sind, weshalb weitere Bände der Reihe mehr als begrüßenswert wären.

Christian Marx (Trier)

Michel DORMAL, Politische Repräsentation und vorgestellte Gemeinschaft. Demokratisierung und Nationsbildung in Luxemburg (1789-1940) (Luxemburg Studien, 13), Frankfurt a. M.: Peter Lang Verlag, 2017, 389 S.; ISBN 978-3-631-71733-2; 57,95 €.

Michel DORMAL, Nation und Repräsentation. Theorie, Geschichte und Gegenwart eines umstrittenen Verhältnisses (Studien zur Theorie und Empirie der Demokratie), Baden-Baden: Nomos Verlag, 2017, 298 S.; ISBN 978-3-8487-4036-9; 59 €.

Der Politikwissenschaftler Michel Dormal hat die Ergebnisse seiner 2014 als „cotutelle“ der Universitäten Trier und Luxemburg abgeschlossenen Dissertation in ungewöhnlicher Weise publiziert: für den an Demokratietheorie interessierten Leser entwickelt der Band *Nation und Repräsentation* einen problemorientierten Überblick über die Ideengeschichte demokratischer Repräsentation in Europa seit dem 17. Jahrhundert. Dabei macht Dormal das Argument stark, dass in Europa das politische Konzept der Nation aufs Innigste mit den Debatten um Form und Verständnis politischer Repräsentation verbunden war und dass Demokratie und Nation bis heute zusammen gedacht werden müssen.

Das historische Lehrstück für diese enge Verbindung liefert die zweite Studie zur Entwicklung von Nationsvorstellungen und Formen politischer Repräsentation im

Großherzogtum Luxemburg zwischen Französischer Revolution und deutscher Besetzung im Zweiten Weltkrieg.

Dormals brillant geschriebene, klar argumentierende und empirisch gut fundierte Studien bringen das intellektuelle Erbe der neueren französischen Demokratietheorie in die Debatten um Nationwerdung und Demokratieentwicklung Luxemburgs ein – und sie machen aus der Geschichte der Luxemburger Kontroversen um Monarchische Legitimität, Volkssouveränität, Nation, Wahlrecht und Klassenkonflikt eine Fallstudie über die Ko-Evolution von modernem Nationsverständnis und parlamentarischer Demokratie. Claude Lefort, Pierre Rosanvallon und Marcel Gauchet sind die wichtigsten theoretischen Gewährsmänner neben vielen anderen, deren Argumente Michel Dormal nutzt, um seine Interpretationen dieses Wechselverhältnisses zu entfalten. Im Kern entfalten beide Bücher eine konflikttheoretische Deutung beider Grundbegriffe unserer politischen Gegenwart. Politische Repräsentation und Nation sind Ergebnisse der europäischen Geschichte seit dem späten 18. Jahrhundert, entstanden aus der Delegitimation monarchischer Staatsgewalt und ständischer Ordnung als Grundlagen politischer Vergemeinschaftung. Beide sind historisch wie theoretisch für Dormal nicht von Konflikt und Interessengegensätzen zu trennen. Jedes Ideal von Einheitlichkeit und Geschlossenheit widerspricht ihren Konstruktionsprinzipien. Damit stehen beide Studien auf dem festen Grund einer pluralistischen Demokratietheorie. Die Nation rückt dabei als inhaltliche Füllung der unbestimmten Idee der Volkssouveränität ins Zentrum politisch-gesellschaftlicher Konflikte. Als ein solcher politischer Bezugspunkt unterschiedlicher politischer Ordnungsvorstellungen stiftet sie Zusammenhalt im politischen Konflikt.

Hier fehlt der Platz, um Dormals Hauptargumente zu entfalten und eingehend zu diskutieren. Dem Leser sei jedoch dringend empfohlen, beide Bücher zu lesen. Es lohnt sich: Wer eine problemorientierte Geschichte der Luxemburger Verfassungsentwicklung und Nationwerdung im langen 19. Jahrhundert sucht, greife zum Band *Politische Repräsentation und vorgestellte Gemeinschaft*. Dormal zeigt in überzeugender Weise, dass die moderne Vorstellung der Luxemburger „Nation“ sich Zug um Zug in den politischen Konflikten um die angemessene politische Repräsentation im vorgegebenen Staatsraum des Großherzogtums herausbildete. Deren entscheidende Etappen – 1848, Wahlrechtsdebatten und -reformen seit den 1860er Jahren, die Verfassungskrisen von 1918/1919 und 1936/37 – werden in eine politische Ideen- und Problemgeschichte von Demokratie und Parlamentarismus in Luxemburg integriert. Dormal schreibt erfolgreich, nach dem Vorbild von Pierre Rosanvillons Studien zur Entwicklung der Demokratie in Frankreich, eine theoriegeleitete Problemgeschichte, wählt also gezielt Texte und Ereignisse aus, um an ihnen grundlegende Problemlagen zu analysieren. Der Wechsel von Totale bzw. Überblick und Nahaufnahme ist ein wichtiges methodisches Hilfsmittel, das Dormal klug anwendet, um den Leser durch das umfangreiche empirische Material von mehr als 140 Jahren politisch-sozialer Entwicklung in Luxemburg zu lenken.

Der zweite Band richtet sich an alle Leser, denen das „außergewöhnlich Normale“ (E. Grendi) des Luxemburger Wegs zur demokratischen Nation weniger interessant erscheinen mag oder die diese schon zur Genüge kennen und stärker an politischer Ideengeschichte und Demokratietheorie interessiert sind. Im Band *Nation und*

Repräsentation bekommen sie nicht nur einen fundierten Überblick über aktuelle Debatten um das Konzept der „politischen Repräsentation“, sondern zugleich auch eine problemgeschichtliche Begründung für eine spezifische Theorie politischer Repräsentation in der gegenwärtigen westlichen Demokratie. Dormal plädiert mit guten Gründen dafür, an einem genuin politischen Nationsbegriff als notwendigem Bezugspunkt demokratischer Macht und Legitimität festzuhalten und zugleich die Parteiendemokratie als Organ der politischen Gestaltung gesellschaftlicher Antagonismen und sozialer wie kultureller Diversität zu verteidigen und praktisch weiterzuentwickeln. Vor allem in Teil III beschäftigt sich Dormal mit aktuellen Problemen der europäischen Demokratien, kritisiert die Absage an die Nation als Resonanzraum und Bezugspunkt der Demokratie als voreilig, identifiziert das Fehlen demokratischer Konfliktarenen als grundlegende Schwäche der europäischen Institutionen und verteidigt Staatsbürgerschaft als unhintergehbaren Bezugspunkt demokratischer Repräsentation. Auch seine Luxemburger Studie nutzt die Ergebnisse der historischen Analyse von Krisensituationen der Luxemburger Demokratie zur Gegenwartsdiagnose: So warnt Dormal vor vorschnellen Überdramatisierungen aktueller Politikverdrossenheit und populistischer Wellen. Die Anfälligkeit der demokratischen Ordnung, den notwendigerweise umstrittenen „leeren Ort der Macht“ (Lefort) im Zentrum durch homogene Gemeinschaften, einheitliche Wertgemeinschaften oder eine charismatische Führergestalt zu füllen, begleitet sie von Anfang an.

Grundlage dieser klaren Positionierung des Autors ist eine doppelte Absage: Zum Einen kritisiert er alle Formen substantialistischer Vereinfachung, welche die unhintergehbare Grundspannung der demokratischen Repräsentationsidee zwischen konfliktgeladener Vertretung gesellschaftlicher Interessen und Vorstellungen einerseits und Orientierung an einem gemeinsamen politischen Bezugspunkt andererseits aufzulösen versuchen. Zum Andern kritisiert er aus historisch-empirischer Erfahrung heraus alle Versuche, demokratische Verfassungsordnung auf ahistorisch-abstrakte Konstruktionen zu gründen. Deshalb liest man beide Bände als komplementäre Beiträge zu einer Problemgeschichte der liberalen Demokratie. Dormals Bände dokumentieren aufs Beste die Fruchtbarkeit der französischen Demokratietheorie, deren schlichten Leitsatz Pierre Rosanvallon formuliert hat: Demokratie ist Geschichte.

Lutz Raphael (Trier)

Michel DORMAL, Politische Repräsentation und vorgestellte Gemeinschaft. Demokratisierung und Nationsbildung in Luxemburg (1789-1940) (Luxemburg Studien, 13), Frankfurt a. M.: Peter Lang Verlag, 2017, 389 S.; ISBN 978-3-631-71733-2; 57,95 €.

Je ne peux cacher ma déception après avoir lu le dernier travail de Dormal. Au début des années 90, avec Gilbert Trausch et Mario Hirsch, nous avons déjà affronté quelques-uns des thèmes-clés de sa recherche, plus ou moins centrés sur la même période de référence historique, et je dois dire que je peine vraiment à saisir les aspects les plus novateurs. Et ceci à trois niveaux: 1) au niveau du cadre

méthodologique; 2) au niveau de la collecte et du traitement des données, et enfin 3) au niveau des résultats obtenus, également utiles pour le débat actuel.

Bien entendu, s'attaquer aux processus de genèse de nos « communautés imaginées » avec les outils de la science politique et de l'histoire de l'événementiel n'est certainement pas une entreprise facile. Surtout si vous travaillez sur 150 ans d'histoire. D'une part, les différents travaux de Dormal rassemblés ici sont basés sur une quantité considérable de documents historiques. D'autre part, nous trouvons une relecture de certains classiques sur les théories de la nation, du *nation-* et du *democracy building*. Mais au-delà de la quantité et de la relecture de certains classiques, comment pouvons-nous évaluer la qualité « novatrice » de ses interprétations, notamment par rapport aux travaux publiés antérieurement? Et là, je reste très perplexe.

Commençons par la *Grundsatzfrage* de son travail. Dormal la résume comme suit: « Welche Rolle spielte die politische Repräsentation, Wandel und Auseinandersetzung um die Teilhabe an ihr für das Entstehen einer geteilten Vorstellung und Erzählung der Nation? » (p. 336). Si j'ai bien compris: Dormal se demande comment le monde de la représentation politique influence notre manière partagée d'imaginer et de dire la nation. Il semble donc qu'il veuille expliquer ou interpréter essentiellement la naissance d'une idée commune de nation, d'une communauté imaginaire unique de destin et de ressources (la communauté imaginée d'Anderson). Dans cette ligne d'argumentation, la réponse de Dormal semble être la suivante: une fois que nous avons franchi certains seuils minimaux de démocratisation (les clivages à la Rokkan) caractérisés par différents niveaux de conflit politique, la sphère de la représentation nationale en devient finalement une.

Sa réponse semble donc recourir à la dialectique entre conflit et unité: « meine Antwort (stellt) die Dialektik von Konflikt und Einheit ins Zentrum » (p. 337), uniquement pour expliquer en fin de compte ce qui unit et non tout ce qui divise. À ce stade, il est facile de contraindre le tout en tant qu'œuvre d'un Penseur d'État à la Bourdieu. Je me réfère ici aux penseurs du système démocratique qui se tournent vers la nation du point de vue de ceux qui construisent l'État. Dans une telle perspective, la *Grundsatzfrage* ne tient pas bien. À mon avis, elle masque un biais idéologique très dangereux. De plus, cela crée de la confusion chez le lecteur: elle ne permet pas de falsifier ou de vérifier certaines hypothèses de recherche historico-politiques fondamentales qui semblent fonder son travail. Surtout elle ne permet pas de saisir les conflits qui persistent – structurellement – au niveau et à l'intérieur même du système étatique et participatif des démocraties contemporaines.

En ce qui concerne l'approche au monde des théories et de l'idée de nation, je ne vois ici rien de nouveau: d'Anderson à Gellner, en passant par Smith et Breuilly et en arrivant enfin aux récents travaux sur le néopopulisme national d'aujourd'hui, nous pouvons certes éviter de définir le concept de nation en le laissant « vide » et en essayant de le remplir de temps en temps (p. 31-51) avec les données de l'analyse historique. Nous l'avons déjà fait dans les années 90 et nous pouvons le faire en 2020. Le problème après est de voir si nous pouvons réellement identifier des clés de lecture générales, des tendances historiques, des fractures de la représentation dans les horizons du sens, même au niveau des classes, des groupes sociaux, des canaux de représentation et des partis politiques. Malheureusement, dans le travail de Dormal, je ne trouve pas une clé de lecture qui explique la complexité du sujet

de manière élégante et convaincante, comme ce fut le cas, par exemple, dans les travaux précédents de Scuto. Rappelons-nous que dans le cas de la communauté imaginée, Anderson a lui-même rappelé que la nation est simultanément considérée comme ouverte et fermée.

Je passe à ma deuxième grande déception. Dormal a consulté et cité un nombre impressionnant de discours d'acteurs politiques clés, d'articles du *Wort*, du *Tageblatt* et de discours extraits du *Compte rendu de la Chambre des députés* pour illustrer à la fois le conflit, les différences fondées sur des clivages tardifs et la nationalisation de la représentation unitaire (p. 135-184). Mais au-delà du travail compilateur, quoi de neuf? Nous le savions déjà. A mon avis, des analyses telles que celles de Dormal doivent à présent faire un saut « numérique » et utiliser des techniques d'analyse de contenu avancées pour traiter la quantité énorme de données collectées de manière plus systématique et plus convaincante. Nous avons déjà fait les premiers pas dans cette direction au début des années 2000 en analysant le contenu des discours parlementaires des représentants des partis et je pense qu'il incombe au Centre for Contemporary and Digital History de l'Université du Luxembourg de parrainer de nouvelles recherches dans ce domaine.

Sinon nous risquons de faire un excellent travail de classification méthodologique théorique (ce que Dormal a fait dans tous les cas), mais sans parvenir ensuite à un support empirique basé sur une valorisation de l'énorme quantité de données que nous pouvons traiter avec les nouveaux programmes pour la *content-analysis*. En d'autres termes, pour effectuer un travail d'analyse historique plus convaincant et novateur, nous devons soumettre les documents stratégiques – même du début des années 1800 – à un logiciel d'analyse capable de lire des mots-clés de l'imaginaire national sur des documents numérisés pour une analyse purement quantitative.

Enfin – troisième déception – au niveau des résultats produits, utiles au débat contemporain, je dois dire qu'à mon avis, la plus grande lacune dans le travail consiste à ne pas avoir évalué de manière constante et continue l'impact de la politique internationale sur le processus de démocratisation et de la genèse de l'imaginaire national luxembourgeois de 1789 à 1940. Au début des années 90, avec l'aide de Trausch, Hirsch et Fehlen, j'ai essayé de raisonner sur la perméabilité continue des frontières luxembourgeoises et de l'État ainsi que sur l'intégration des immigrés et des migrants transfrontaliers. La politique internationale et la dynamique de *nation building* des pays voisins (France, Allemagne, Belgique et Pays-Bas) ont continuellement influencé le *freezing* de longue durée ou la dépoliarisation des clivages au Luxembourg, devenant ainsi cruciaux comme facteurs explicatifs dans l'analyse historique.

Je conclus donc en réitérant ma déception pour un travail dont j'ai vraiment du mal à comprendre la portée novatrice. La présentation de l'œuvre, à l'arrière de la couverture, qui insiste sur le fait que « Die Nation entstand nicht aus einer ursprünglichen Einheit, sondern aus dem politischen Konflikt heraus », a été pour moi la découverte de l'eau chaude. Je ne vois pas vraiment comment il peut contribuer, dans le contexte européen actuel, à faire revivre un débat sur l'identité luxembourgeoise qui doit faire face aux nouvelles dynamiques de la néomondialisation, du néopopulisme ou du mouvement des gilets jaunes qui chantent la Marseillaise et qui mettent toujours plus en crise nos démocraties.

Daniel Spizzo (Trieste, Italie)

Philippe Henri BLASEN et Antoinette REUTER, ... une vie singulière, avec de nombreuses bonnes pensées : Henri Werling SJ et la mission catholique en Estonie, Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, 2016, 115 p. ; ISBN : 978-606-17-0891-8 ; 12 € (en vente au CDMH à Dudelange).

Ce petit livre consacré à la biographie du jésuite luxembourgeois Henri Werling (1879-1961), qui œuvra en Estonie dans l'entre-deux-guerres et sous le régime communiste après 1945, donne un aperçu inédit sur un pan peu connu de l'histoire des migrations depuis le Luxembourg. A l'exception du travail de Jacques Maas sur la participation d'ingénieurs luxembourgeois à l'industrialisation de la Russie tsariste¹, aucune étude ne nous est connue traitant de l'émigration de Luxembourgeois vers les pays de l'Est avant la Seconde Guerre mondiale. Le livre sur Henri Werling fut publié à l'occasion d'une petite exposition présentée à la Bibliothèque nationale en novembre 2016. Antoinette Reuter, historienne spécialiste de l'histoire des migrations et cheville ouvrière du Centre de documentation sur les migrations humaines de Dudelange, s'est ici associée à Philippe Henri Blasen, un jeune doctorant en histoire luxembourgeoise inscrit à l'Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca en Roumanie. Il est intéressant de noter que Philippe H. Blasen a participé à l'édition d'une anthologie de la poésie luxembourgeoise en Roumanie en 2015. Il apparaît ainsi par son profil particulier dans l'historiographie luxembourgeoise comme un passeur entre le Luxembourg et les pays de l'Est. Les recherches effectuées par lui-même et par Antoinette Reuter dans divers centres d'archives à l'étranger (Allemagne, Italie, Estonie, Roumanie, etc.) sont dans ce sens remarquables puisqu'il est de nos jours assez rare de voir de telles recherches poussées pour un projet d'envergure moyenne dans l'historiographie luxembourgeoise. Les sources principales de ce travail sont les archives ecclésiastiques, en particulier celles de la Compagnie de Jésus, et des lettres d'Henri Werling à sa famille à Luxembourg.

Les auteurs des différents chapitres du livre sont nettement différenciés et le lecteur apprend en introduction qui a écrit quelle partie du livre. On se demandera pourtant pourquoi les deux auteurs n'ont pas réussi à s'accorder à rédiger une introduction commune et pourquoi chacun consacre quelques pages de remerciements personnels. Si la jeunesse et les années de formation d'Henri Werling ainsi que quelques passages du livre, consacrés notamment aux questions de genre, ont été traités par Antoinette Reuter, le rédacteur principal de l'ouvrage est bien Philippe H. Blasen. Le livre nous présente un portrait vivant de la personnalité d'Henri Werling, né en 1879 à Luxembourg. En tant que fils du banquier Ernest Werling, il est issu de la grande bourgeoisie de la capitale. Werling choisit de devenir jésuite après ses études secondaires à l'Athénée de Luxembourg. Son parcours le mène dès lors vers différentes stations dans la province allemande des Jésuites, du noviciat à Valkenburg à divers postes d'enseignement en Allemagne et en Suisse, avant d'être envoyé comme un des premiers missionnaires catholiques dans les pays baltes. Les difficultés d'établissement d'une mission catholique dans ces pays orthodoxes et protestants sont bien relevées par les auteurs, notamment l'absence de personnel

¹ MAAS, Jacques, La participation d'ingénieurs luxembourgeois à l'industrialisation de la Russie tsariste, in: SCUTO Denis, REUTER Antoinette (dir.), *Itinéraires croisés : Luxembourgeois à l'étranger, étrangers au Luxembourg = Menschen in Bewegung : Luxemburger im Ausland, Fremde in Luxemburg*, Esch/Alzette : Le Phare, 1995, p. 172-174.

ecclésiastique en nombre suffisant, l'étendue incommensurable des paroisses, les difficultés logistiques (notamment le chauffage des églises), les résistances politiques, etc. Les lettres que Werling a envoyées à sa famille permettent aux auteurs de relater avec précision les états d'âme et les choix de cet étonnant personnage qui s'est retrouvé très isolé pendant de longues périodes de son activité en Estonie.

Malgré des lignes de force indéniables, cette courte biographie publiée à compte d'auteur pêche par quelques défauts. On s'étonnera ainsi de la maîtrise très approximative de certains concepts présentés en introduction et notamment celui d'*agency* qui, par ailleurs, apparaît comme peu pertinent pour comprendre la biographie d'Henri Werling. On s'étonnera également de la méconnaissance de la renaissance du genre biographique auprès des historiens francophones depuis une quinzaine d'années, dont l'utilité pour la recherche historique a notamment été théorisée par François Dosse dans *Le Pari biographique* publié en 2005². Plus problématique apparaît cependant le manque de distance critique avec leur sujet dont les auteurs font preuve par moments. Le titre de l'ouvrage « Une vie singulière avec de nombreuses bonnes pensées » est certes une citation d'une lettre d'Henri Werling à sa famille tout à la fin de sa vie, mais sent néanmoins l'hagiographie de bon aloi. On ne comprendra ainsi pas pourquoi les critiques de ses supérieurs sur l'incapacité d'Henri Werling à gérer l'administration de ses paroisses soient renvoyées en notes et ne sont pas évoquées dans le corps du texte. Au contraire, les tensions entre les différents niveaux de pouvoir au sein de l'embryonnaire Église catholique estonienne sont largement explicitées, montrant l'image non pas d'une organisation unie dans les difficultés matérielles, financières et spirituelles, mais un petit groupe d'hommes qui ont des points de vue très différents sur comment mener à bien leur mission. Le peu de respect des Jésuites actifs en Estonie pour les religieuses qui les épaulaient est bien montré par Antoinette Reuter. Pourquoi donc cette disproportion entre l'évocation des faiblesses de la hiérarchie et de celles d'Henri Werling ?

Le manque de sources disponibles sur le rôle d'Henri Werling pendant l'occupation allemande de l'Estonie pendant la Seconde Guerre mondiale est bien dommage, et le rôle de Werling pendant cette période reste dans l'ombre. L'internement du jésuite luxembourgeois par les Soviétiques après la guerre ne s'explique que peu au lecteur, dont les questions sur les motifs de cet internement restent sans réponse. La déportation de Werling dans l'Oural entre 1945 et 1954 est, par contre, évoquée grâce aux lettres envoyées après sa libération à sa famille et jettent un étonnant regard sur la transformation de ce fils de bonne famille bourgeoise qui se retrouve, à la fin de sa vie, être très largement déconsidéré par le pouvoir soviétique en place. Le livret sur Henri Werling se démarque ainsi de la plupart des biographies de migrants partis du Luxembourg publiées jusqu'à présent, puisqu'on peut considérer que la vie du jésuite luxembourgeois se termine en un véritable échec. La biographie fournie par Antoinette Reuter et Philippe H. Blasen est dans ce sens une contribution intéressante à l'histoire des migrations luxembourgeoises. Le livret nous donne par ailleurs un bel aperçu des réseaux transnationaux de l'Église

² DOSSE, François, *Le pari biographique: écrire une vie*, Paris : La Découverte, 2011 [1^{ère} édition en 2005].

catholique tout en soulignant les liens que Werling garda avec son pays d'origine qu'il a visité régulièrement avant la fermeture des frontières entre Est et Ouest.

Régis Moes

The Family of Man Revisited. Photography in a Global Age, ed. by Gerd HURM, Anke REITZ and Shamoon ZAMIR, London: I.B. Tauris, 2018; 304 p.; ISBN 978-1784539672; 20,50 €.

Created in 1955 by Luxembourg-born American photographer and curator Edward Steichen as a humanist statement in the Cold War era, the exhibition *The Family of Man* continues to stimulate discussions about photography, history and culture even 63 years after its opening at the Museum of Modern Art in New York. Its only surviving copy was donated in 1966 to Steichen's native country, Luxembourg. Since the late 1980s it is hosted and managed there by the Centre national de l'audiovisuel (CNA), the country's public institution for the conservation and the promotion of the national photography, film and sound heritage. Installed in a castle in the northern part of Luxembourg, in Clervaux, the exhibition has been on permanent display since 1994.

Following its mission of promoting collections of national value, the CNA published a first volume of essays about the cultural artefact in 2004 in collaboration with the University of Trier.¹ Tackling issues of humanism and postmodernism mainly through the filter of the exhibition's ideological implications, *The Family of Man 1955 – 2001* included contributions ranging from sharp criticism (Abigail Solomon-Godeau, Marc Emmanuel Mélon, Alan Sekula) to more enthusiastic re-appraisal (Eric Sandeen, Rosch Kriepps). Significantly, it also featured as an appendix Roland Barthes's scathing essay "The Great Family of Man" published in 1957 in *Mythologies*. Barthes's view had influenced thinking about the exhibition for decades. As Ariella Azoulay stressed in her essay "*The Family of Man: A Visual Universal Declaration of Human Rights*": "[*The Family of Man*] was visited by millions of spectators around the world and was an object of critique – of which Roland Barthes was the leading voice – that has become paradigmatic in the fields of visual culture and critical theory".²

Fourteen years later a new volume published in March 2018 by I.B. Tauris in association with the CNA, and with the support of Akkasah Center for Photography at New York University Abu Dhabi, as well as the Center for American Studies of the University of Trier, proposes to revisit *The Family of Man* once more, this time through the prism of "Photography in a Global Age". In the meanwhile, not only has the exhibition been renovated, with restauration work done on the historical artefacts and a complete make-over of the exhibition design, but as Steichen's work has been finding new recognition among scholars, curators and a broader public

¹ BACK, Jean and SCHMIDT-LINSENHOF VIKTORIA (ed.), *The Family of Man 1955 - 2001. Humanism and Postmodernism: A Reappraisal of the Photo Exhibition by Edward Steichen*, Marburg: Jonas Verlag, 2001.

² AZOULAY, Ariella, *The Family of Man: A Visual Universal Declaration of Human Rights*. p. 20; URL: https://documentsanddocumentaries.files.wordpress.com/2016/02/fom_azoulay_snapshot.pdf [03/01/2019].

alike, *The Family of Man* has become critically acceptable again as well. A good moment therefore to put certain records straight and to right a perceived wrong?

The Family of Man Revisited thus starts with a reassessment of Barthes's 1957 essay by Gerd Hurm, juxtaposing it to a text by Max Horkheimer from 1958, which offers a nuanced and positive interpretation of the exhibition as a counterpart to the French semiotician and critic's point of view. Two letters by August Sander thanking Steichen for including his work in the show and praising its 'great artistic success' appear to confirm this intention. Reactions to the exhibition and its photographs by Winnifred Fluck, reminiscences by Werner Sollors or commentaries by Polish writer Witold Wirpsza work much in the same direction and testify to the continued emotional impact of *The Family of Man*.

To strengthen this main idea of a positive re-visitation, other essays add contextual information. They look at "*The Family of Man* as Cold War Pastoral" (Miles Orvell), they focus on the post-war debates about American art (Ulrike Gehring) or they consider Carl Sanburg's relation to the exhibition (Eric Sandeen). While it is certainly important to understand the historical framework in which Steichen developed his ideas, one question begs to be asked however: where does photography as such come into the debate, as is announced in the subtitle of the book? If records were to be put straight, why not seize the moment to emancipate *The Family of Man* from the ideological discourse it has been entangled in for such a long time or from the paradigm which wants to confine it to (postmodern) critical theory?

Photographic theory has evolved in the past ten to fifteen years to recognise photographs as complexly braided objects that exist materially in the world, where they are part of social exchanges. In these interactions, we experience photographs individually, informed and influenced by our cultural backgrounds. At the same time, they speak to our collective memory and they trigger feelings of belonging. They are linked to oral history and processes of sharing and remembering. Photographs also do not have a strong identity; their meaning shifts according to their context of use. In the light of these understandings, one would have hoped to find an in-depth exploration of the exhibition from a medium/photography specific point of view to finally address crucial issues such as the agency and the work of photography in *The Family of Man*.

Moreover, this particular artefact has always been embedded in the history and the politics of institutions, in the United States (MoMA), in Luxembourg (CNA), and even on a global level as part of the UNESCO Memory of the World Register. Such considerations are only tangentially present in *The Family of Man Revisited*.

In her chapter "Re-Exhibiting *The Family of Man*", Anke Reitz, the Steichen collections manager at the CNA, explains from an institutional point of view the curatorial choices made to adapt Steichen's post-war exhibition to what the CNA defines as contemporary visitor expectations. In the same essay – the only one dealing with the current installation – Reitz also sets out to provide answers concerning identification processes in the framework of *The Family of Man*. But Reitz's explanations remain contained and abstract. Why are no examples included? Or visitor research by the CNA, which certainly must exist and could give valuable information about the exhibit today. "*The Family of Man* in Munich. Visitors' Reactions"

analysed by Shamoan Zamir makes the point in case. The data are evocative, and the reactions are useful tools to begin grasping the agency of the exhibition in its historical context.

Clearly, there is a need to get closer to the exhibition itself. As Zamir states in his essay “Structures of Rhyme, Forms of Participation. *The Family of Man* as Exhibition”, no previous account has tried to engage in ‘close readings’ of *The Family of Man*. While one can agree with the idea of closeness, in the Geertzian sense of conducting a study “close to the ground”³, one could contest the notion of ‘reading’ though. Photographs have been too easily assimilated to texts that can be deciphered, not least because of Barthes’s over-dominating presence and his introducing semiotics and literary theory to photography or visual culture. In a volume of essays, which precisely wants to question and reduce Barthes’s influence, it might be wise not to use the term ‘reading’ in relation to material objects such as photographs, be they isolated or gathered in an exhibition.

Finally, while the volume undoubtedly has the merit of re-opening debates about *The Family of Man*, and given the extensive list of bibliographical sources, it is surprising not to find one particularly relevant text: Susan A. Crane’s admirable essay about “History, memory and photography in the museum”. In “The pictures in the background”, Crane not only traces “photography’s trajectory from museum object to museum display element”⁴, but she also brilliantly discusses Steichen’s contribution to photography exhibition practices with *The Family of Man* and the important memory work that was made possible by amplifying the contextual power of photographs. In Crane’s text, Roland Barthes is only marginally referred to. He is, as a matter of fact, only one of many voices in the vast and extraordinarily varied field of photography.

Françoise Poos

Institut Grand-Ducal, Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques, vol. XX, Luxembourg: Hengen 2017; 315 S.; ISBN: 978-99959-926-3-7; 25 €.

Der vorliegende Band vereint die Vortragstexte zu den von der Section des Sciences Morales et Politiques des Institut Grand-Ducal im Lauf des Jahres 2016 organisierten Konferenzen. In Abwesenheit eines thematischen Leitmotivs handelt es sich um ein heterogenes Ensemble, dessen Teile kurz einzeln besprochen werden.

Im ersten Beitrag reflektiert John Scheid auf knapp zehn Seiten darüber, inwiefern sich die heutige Europäische Union mit ähnlichen organisatorischen Herausforderungen konfrontiert sieht wie einst das Römische Reich. Durch die Begrenzung auf einige Grundfragen der *Governance* sowie der Staatsbürgerschaft entgeht der Autor der von ihm selbst anerkannten Gefahr, beim Vergleich der beiden so verschiedenen Untersuchungsobjekte den Bogen zu überspannen. Das Ergebnis ist ein kurzweiliger Vortrag, der jedoch besonders in Bezug auf die für die EU konkret abzuleitenden Schlüsse und deren Umsetzung recht allgemein bleibt. So befasst

³ GEERTZ, Clifford, *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*. New York: Basic Books, 1973, p. 24.

⁴ CRANE, Susan A., *The pictures in the background: History, memory and photography in the museum*, in: TUMBLETY, Joan (ed.), *Memory and History: Understanding Memory as Source and Subject*, London: Taylor and Francis, 2013, p. 134.

sich der Autor zum Beispiel nicht mit der Frage, welche Anreize (beziehungsweise Zwänge) für die Mitgliedstaaten geschaffen werden müssten, um sie dazu zu bewegen, zentrale Bereiche ihrer Souveränität aufzugeben und sich auf die von ihm geforderte Reform der Aufgabenteilung innerhalb der EU einzulassen. Durch den Verbleib auf der Ebene langfristiger Zielvorstellungen erklärt sich auch die (zumindest augenscheinliche) Widersprüchlichkeit einiger Forderungen. So beklagt Scheid etwa den Stillstand der europäischen Instanzen, wünscht sich aber dennoch verstärkte Einstimmigkeitsvorschriften in einigen zentralen Politikfeldern. Der Leser kann nur versuchen zu erahnen, wie man diese Schwierigkeiten in der praktischen Umsetzung angehen könnte. Hierin besteht die Kehrseite der Kürze des Beitrags; gerne hätte man den Autor selbst zu dieser Frage gehört.

Im zweiten Beitrag befasst sich Elisabeth Omes unter dem Titel „Art et Finance: Liaisons dangereuses?“ mit Kunstwerken als Form der Geldanlage. Aus ihrer sehr systematisch aufgebauten und doch durchweg spannenden Abhandlung geht unter anderem hervor, wie risikoreich und intransparent der Kunstmarkt sein kann und für welche eine geringe Zahl von Anlegern er letztlich empfehlenswert erscheint. Umso mehr drängt sich dem Leser die Frage auf, ob man die im Text nur kurz angeschnittenen Bemühungen des Luxemburger Gesetzgebers, solche Fonds vermehrt ins Großherzogtum zu locken, nicht auch kritischer sehen kann oder sogar muss. Wie in der im Anschluss an den Vortrag abgedruckten Diskussion kurz angeschnitten wird, drängt sich zum Beispiel die Frage auf, inwiefern sich eine derart undurchsichtige Anlageform wie Kunst nicht auch besonders gut zur Terrorismusfinanzierung oder Geldwäsche eignen kann; die darauf gegebene Antwort fällt jedoch eher ausweichend aus.

Unter dem Titel „Nombres et Pénombres“ gibt Paul Zahlen im dritten Beitrag einen Überblick über die Herausforderungen der (Sozial-)Statistik im Allgemeinen und in Luxemburg im Besonderen. In dem mehr als 100 Seiten langen Text streift der Autor, von diesem schon sehr weiten Feld ausgehend, noch einige weitere Themenbereiche: von „post truth politics“ und Filterblasen bis hin zu fundamentalen wissenschaftstheoretischen Überlegungen. Die Vielzahl von Konzepten und Theorien, die er in die Diskussion einbringt, zeugen von seiner sowohl theoretisch als auch in der Praxis fundierten Kenntnis der Statistik. Jedoch tragen sie zusammen mit den vielen Zitaten und Anmerkungen dazu bei, den weniger bewanderten Leser etwas den Überblick verlieren zu lassen. Vor allem beim Kernthema der Statistik gelingt es Paul Zahlen dennoch überzeugend darzulegen, inwiefern quantitative Methoden letztlich immer auch auf subjektiven Grundannahmen und Entscheidungen beruhen. Besonders interessant sind weiterhin seine Anmerkungen zur internationalen Vergleichbarkeit von Statistiken, auch wenn dieser Aspekt im Bereich der Wirtschaftsstatistik vielleicht noch deutlicher hervortreten würde als hier bei der Sozialstatistik.

Im letzten Beitrag des Bandes gibt Henri Goedert einen Überblick über die Geschichte des Deutschen Bundes (1815-1866) und seine Bedeutung für Luxemburg. Auch hier zeugt der Fußnotenapparat mit seiner Vielzahl von Verweisen auf Quellen sowie zeitgenössische und heutige Literatur von einer umfassenden Kenntnis des Themas. Zwar ist der Vortrag straff strukturiert, jedoch fehlt ihm nach Ansicht des Rezensenten neben einer anfänglichen Leitfrage eine explizite Konklusion.

An mehreren Stellen im Text taucht die Frage auf, inwiefern der Deutsche Bund den im Titel suggerierten, neuen „port d’attache“ für Luxemburg darstellte. Dazwischen liegen jedoch detaillierte und mithin ausgreifende Beschreibungen zum rechtlichen und politischen Aufbau des Staatenbundes, deren spezifische Relevanz für das Großherzogtum nicht immer auf den ersten Blick ersichtlich ist. Dennoch handelt es sich insgesamt um einen interessanten und besonders für die Einordnung der Verfassungsgeschichte Luxemburgs wichtigen Beitrag. Die Wahl des Themas ist aus Historikersicht insbesondere deswegen zu begrüßen, weil die Geschichtsschreibung sich insgesamt oft stark auf den Zollverein fokussiert und dabei den Deutschen Bund gelegentlich aus den Augen verloren hat.

Abschließend bleibt zum gesamten Band zu sagen, dass er sich vor allem durch seine Vielfältigkeit auszeichnet – in Bezug auf Themen, Epochen, Herangehensweisen, Textumfang sowie Schreibstil. Bemerkenswerterweise wurde die Diskussion der Vorträge so weit wie möglich mit abgedruckt. Auch wenn sicherlich nicht jede Frage oder Antwort den beachtlichen Aufwand hierfür rechtfertigt, tragen einige Einwände doch wesentlich zur Einordnung der Beiträge bei.

Benjamin Zenner

Claude D. CONTER (Hg.), aufbewahrt! Literarisches Leben in Selbstzeugnissen, Dokumenten und Objekten / à conserver ! Témoignages, documents et objets de la vie littéraire, Mersch: Centre national de littérature, 2017, 397 p.; ISBN: 978-2-919903-57-3; 45 €.

Es gibt hässliche und schöne Bücher. Und viele Bücher im Bereich dazwischen. Der Goldmann Verlag druckt weitgehend hässliche Werke, während Judith Schalansky ausnahmslos schöne Bücher gestaltet. Die hier zu besprechende Publikation gehört zu letzterer Kategorie. Hinzu kommt, dass die Gestaltung dieses Ausstellungskatalogs den Gegenstand aufs Schönste materialisiert: Denn es geht um etwas, das in Literaturarchiven, so ja auch der Titel der Publikation sowie der Ausstellung, „aufbewahrt“ wird. Sechs Kapitel verteilen sich auf sechs wie Archivmappen aussehende Hefte, die ihrerseits in einem aufklappbaren Schubert versammelt sind, der an eine Archivbox erinnert.

Nach Ausstellungen zu Widmungsbüchern und Manuskripten, die das CNL (Centre national de littérature) 2013 und 2015 in Mersch präsentiert hat, standen in der Ausstellung von 2017/18, die damit die dritte in der Serie der Selbstpräsentationen des Archivs war, die sogenannten Lebensdokumente im Zentrum. Unter Lebensdokumenten versteht das CNL gemäß den international anerkannten Regeln zur Erschließung von Nachlässen und Autographen alle Materialien der beruflichen und privaten Lebensführung eines Autors, also „Ausweise, Verträge, Urkunden, Einkaufszettel, Reiseunterlagen, Tagebücher, sofern sie nicht einen überwiegend literarischen Charakter haben, Notizhefte, Personalpapiere, Lebensläufe, Belege der Schulzeit und des Universitätsstudiums, Privatakten, Privatfotos, Dokumente der Wirtschafts- und Vermögensverhältnisse (z.B. Steuererklärungen, Kontoauszüge der Bank) usw.“ (zit. n. S. 5) Sensibel und literaturtheoretisch fundiert, weist die Einleitung des Herausgebers und Archivdirektors, Claude D. Conter, darauf hin, dass es freilich nie möglich sei, monokausale Schlüsse von Lebensdokumenten auf

Literaturproduktion zu ziehen, und doch seien es gerade diese Dokumente, die in einer (nicht nur) sozialhistorisch grundierten Literaturwissenschaft helfen, die sozialen Rahmenbedingungen eines Autors und damit die Entstehungsbedingungen von Literatur nachvollziehbar zu machen; ganz zu schweigen von der Faszination, die von solchen Dokumenten für die Leser:innen bestimmter Autor:innen ausgehen können. Zentrale Fragen des Bandes sind: Was wird warum aufbewahrt? Was sagt das Aufbewahrte aus über den Zusammenhang von Autor und Werk, Leben und Literatur, Privatem und Öffentlichem? Jedes „Dokument“ wird also im Archiv auf Sinn und Nutzen der Aufbewahrung befragt. Die Ergebnisse dieser Befragung werden in den sechs Kapiteln inhaltlich und gestalterisch auf hohem Niveau präsentiert.

Das erste Heft des deutsch- und teilweise französischsprachigen Katalogs führt mit einer langen Einleitung des Herausgebers fundiert, anschaulich und theoretisch grundiert in die Thematik ein. Für das zweite Kapitel, „Lebens-/Literaturgeschichte“, hat das Literaturarchiv neun Schriftsteller:innen gebeten, „Lebensdokumente“ auszuwählen und einen Text zum Verhältnis ihrer Literatur zum ausgewählten Gegenstand beizusteuern. Zu finden sind Objekte, die den Ursprung der Schriftstellerwerdung markieren, wie die Bilderrahmen bei Bernd Marcel Gonner, oder solche, die von lebensweltlicher Bedeutung für eine Autorin sind, ohne Einfluss auf die Literaturproduktion zu haben, wie die Aufenthaltserlaubnis von Carla Lucarelli. Weitere Texte und Dokumente stammen von Michèle Thoma, Jean Back, Roland Meyer, Tullio Forgari, Tom Nisse, Luc Spada und Diane Neises.

Das dritte Heft, „Einsichten“, präsentiert Dokumente des literarischen Lebens, wozu u.a. Ausweise, Reisepässe, Schulzeugnisse und -hefte, Diplome oder Adressverzeichnisse zählen. Hier finden die Leser:innen u.a. Aufsätze von Germaine Goetzinger über das Protokollbuch des „Vereins für die Interessen der Frau“ aus dem Jahr 1905, Reproduktionen zahlreicher Lebensdokumente des Autors, Schriftstellers und Regisseurs Joseph Noerden in einem Beitrag von Rob Zeimet oder Nicole Sahls Untersuchung über den Zusammenhang von Werbung und Literatur. Das vierte Kapitel stellt unter dem Titel „Literatur & Fotografie“ Fotos und Fotoalben ins Zentrum und untersucht diese im Hinblick auf Strategien der Selbstinszenierung, deren Einfluss auf Rezeption, deren Erkenntnispotential für die Rekonstruktion literarischer Netzwerke, aber auch deren Bedeutung im Hinblick auf die konkrete Literaturproduktion. U.a. sind hier Beiträge von Gast Mannes zum Verhältnis von Günter Grass und Michel Raus oder von Pierre Marson zu den Kongo-Reisen von Carlo Hemmer zu finden.

Das fünfte Kapitel thematisiert unter dem Titel „Momentaufnahmen. Aufzeichnungen aus dem Leben“ die Bedeutung von Tage- und Notizbüchern für Autor:innen. Claude Kremer etwa schreibt zu Joseph Tockerts Reisetagebuch und Josiane Weber zu Batty Webers späten Tagebüchern. Und schließlich geht es im sechsten Heft um „Handgreifliches“, das heißt um den Zusammenhang von Literatur und Objekten. Die monogrammierte Tischdecke von Michel Rodange bietet Sam Mersch Anlass, über die Bedeutung des Essens im *Renert* nachzudenken. Er kommt nach einer konzisen Analyse zum Schluss, dass Rodange „Essen und Trinken als erzählerische Mittel“ einsetzte, „um Charaktereigenschaften und soziales Verhalten zu entlarven“ (S. 348). Jacques Steffen stellt die von Charles Bivort erfundene

Stenografiemaschine ins Zentrum seines Beitrags, während Nathalie Jacoby in ihrem Text der Bedeutung von Margret Steckels Elternhaus für Werk und Leben der Autorin anhand eines von ihr angefertigten Ölgemäldes dieses Hauses nachgeht.

Auf geradezu vorbildliche Weise entsteht im Zusammentreffen der Einleitung und der zahlreichen Beiträge ein Panorama dessen, was in einem Literaturarchiv aufbewahrt wird. Zugleich wird – insbesondere in der Einleitung – thematisiert, welcher Erkenntniswert den unterschiedlichen Lebensdokumenten zukommt. Auch vergisst der Herausgeber nicht, die Herausforderungen, die von der zunehmenden Digitalisierung ausgehen und die auch das Wirken und Leben von Autor:innen betreffen, für das Literaturarchiv der Zukunft zu reflektieren. Mir scheint, dass bei steigender Dauerverfügbarkeit (damit aber auch zunehmender Flüchtigkeit) vieler Daten und Texte gerade die Bedeutung des Archivs als Instanz, die über Bewahren und Vergessen entscheidet, noch steigen wird. Dass für eine solche Aufgabe objektiv nachprüfbar Kriterien notwendig sind, macht dieser Katalog deutlich. Denn Bewahrung bedeutet immer auch Auswahl. Oder wie Judith Schalansky in *Verzeichnis einiger Verluste* schreibt: „Ein Gedächtnis, das alles bewahrte, bewahrte im Grunde nichts.“ (Berlin, Suhrkamp: 2018, S. 15)

Etwas schade ist, dass dem sehr gründlich lektorierten Band ein Personenregister fehlt. Gerade bei diesem Gegenstand hätte das die Erschließbarkeit bei der Lektüre erleichtert. Auch kann nicht jeder der zahlreichen Beiträge das hohe Niveau, das die Einleitung vorgibt, halten. So fragt man sich, warum die biografische Skizze über Félix Mersch im Heft über Notizbücher aufgenommen wurde. Das Übungsheft von Mersch wird zwar abgebildet, der Beitrag aber setzt sich nicht eingehend damit auseinander.

Das aber sind Kleinigkeiten, die die Gesamtbedeutung dieser Publikation nicht schmälern, die als *Coffee Table Book* schön anzusehen ist, als Lesebuch zum Schmökern einlädt und gleichzeitig als Einführung in die Archivkunde der Lebensdokumente studiert werden kann.

Henning Marmulla